

FRANCE

MAI 1957 - N°3 - 100 F

FORUM



Menaces sur l'agriculture

« France-Forum » émule de l'« Express ».

Je viens de recevoir le n° 2 de *France-Forum*, et je crois de mon devoir d'attirer votre attention sur certains aspects de ce numéro, qui touchent à l'article de M. Le Brun-Kéris.

Cet article est évidemment excellent dans sa partie analytique et critique (critique de la trilogie : cessez le feu, élections, négociations). Mais il vire soudain de bord sans prévenir et débouche sur les perspectives de l'unité maghrébine. Cette idée, présentée ainsi, me paraît discutable : l'association de trois misères n'a jamais apporté la prospérité : une Algérie qui ne serait plus « française », associée à la Tunisie et au Maroc, bousculerait rapidement ses voisins par son dynamisme anarchique. Nous n'aurions plus d'ancre sur la terre d'Afrique ; cette politique porte un nom : la dérive. Je ne vois là rien de commun avec les opinions qui s'expriment officiellement au nom du M. R. P.

Les photos ironiques de M. Jacques Soustelle, qui illustrent cet article, posent une question de principe. Accompagnées de commentaires peu adéquats (il suffit de se reporter aux rapports officiels de M. Soustelle au gouvernement pour s'en persuader), ont-elles quelque chose à faire dans un organe politique sérieux qui s'interdit, par définition, les procédés de *L'Express* ? L'on peut être l'adversaire de J. Soustelle. Mais il représente, en ce qui concerne l'Algérie, un élément de réflexion, d'expérience et d'information, que je ne puis me résoudre, dans l'intérêt du bien public, à voir traiter aussi cavalièrement.

M. M., Paris.

Fatalité de l'indépendance.

Je retrouve dans votre article de *France-Forum* cette compétence et cette finesse d'analyse que j'avais admirées dans *Mort des Colonies*... Malheureusement votre conclusion manque de fermeté...

Vous mettez votre dernier espoir dans un nouveau sursis de l'O. N. U., ce qui paraît tout à fait chimérique...

Nous ne sommes pas dans une impasse, mais dans une voie qui conduit, d'une manière ou de l'autre, à l'indépendance de l'Algérie proclamée malgré nous et contre nous.

J., Professeur à la Faculté des Lettres de...

France mystique et France politique

M. François Mauriac semble découvrir l'écart qui sépare la France des idées, la France des écrivains, de la France du Parlement, de la presse, des partis. Abandonnant le ton du polémiste, M. Mauriac s'interroge, dans un récent entretien publié par *L'Express*, sur les infidélités

à sa mission que la France commettrait depuis dix ans. M. Mauriac aurait-il oublié que, du temps même de Péguy, il y avait une France politique et sorbonnarde qui contrastait avec la France pour laquelle l'auteur de *Jean Coste* combattait ? La dégradation de la mystique en politique n'est pas à inscrire au passif de la seule quatrième République ; il y aurait, me semble-t-il, beaucoup à dire, à ce sujet, sur la troisième République. Je souhaite que *France-Forum* s'attache à réclamer que l'action politique française se rapproche des exigences de liberté et de justice que Péguy et Bernanos ont semées en nous.

H. L. C., Paris.

Montée d'une France nouvelle.

Après la lecture du numéro 2 de votre revue, je tiens à vous exprimer ma satisfaction, ainsi que celle de nombreux amis. A mon sens, l'opinion publique va de plus en plus (chez les jeunes, en particulier, davantage qu'on ne veut le croire) vers le sérieux et l'efficace. Une France nouvelle monte, qui aspire à la connaissance exacte des grands problèmes, dans la mesure même où elle se sent injustement réduite à la médiocrité par l'imprévoyance de ses anciens et frustrée du rôle qu'elle ambitionne par des structures sclérosées.

L'information a fait de grands progrès depuis la guerre ; souhaitons qu'elle reste libre. Mais il faut davantage : des revues d'étude, de réflexion critique, de synthèse positive. Que votre revue nous donne cela, à la lumière d'un humanisme chrétien chaudement vivant, virilement optimiste. Et votre invitation à une confrontation loyale des faits et des idées sera une invitation à l'action.

J. B.,
Clermont-Ferrand.

Vex d'Espagne.

D'un correspondant espagnol dont on comprendra que nous ne puissions révéler l'identité, nous recevons une lettre sur l'insurrection des étudiants à Barcelone, à la fin du mois de février :

« Il faut souligner le caractère unanime de cette protestation du monde universitaire contre les sanctions imposées à seize étudiants à l'occasion des incidents de novembre 1956 et contre la tyrannie du S. E. U. phalangiste. C'est pourquoi aux étudiants de l'opposition politique, aux amis de notre équipe universitaire, se sont joints des militants catholiques, étudiants modérés, etc.

» Nous avons le ferme espoir qu'en cette occasion, si grave, vous nous apporterez votre aide fraternelle. Nous vous prions donc de vouloir bien informer les organisations universitaires françaises en leur demandant de dénoncer par tous les moyens la répression légale (?) et policière contre les étudiants de Barcelone, et

d'exprimer leur solidarité agissante à leur égard. »

X..., Barcelone.

Crise de l'armée.

Vous avez eu raison de faire passer un article sur les questions militaires. Mais vous êtes loin d'avoir épuisé le sujet. La crise en ce domaine est technique, économique, politique, morale. Quelle publication non spécialisée osera poser le problème dans toute son ampleur à la face de l'opinion ?

R. D..., Paris.

Les silences du M. R. P.

Dans votre article : « La majorité invisible », vous avez eu le mérite d'aborder franchement l'irritant et difficile problème des relations M. R. P.-S. F. I. O.

Un parti politique a deux tâches essentielles à remplir : l'une de gestion des affaires publiques, sur laquelle il a plus ou moins prise suivant sa position du moment : au gouvernement, dans la majorité gouvernementale ou dans l'opposition ; l'autre de formation et d'éducation politiques intéressant ses militants et l'opinion. En aucun cas, cette seconde fonction ne doit être sacrifiée à la première : d'elle dépendent les progrès de la démocratie réelle et, en définitive, la possibilité de mener à bien les besognes de gestion.

Qu'il s'agisse d'Algérie ou de politique économique, gouverner, c'est faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Comment y parvenir sans l'aide d'une opinion politiquement cultivée ?

Le tort du M. R. P., c'est l'apparence qu'il se donne trop souvent de songer exclusivement aux nécessités gouvernementales immédiates. D'où ces motions de Comités, trop nuancées et diplomatiques pour exercer une influence quelconque sur l'opinion. D'où cette sorte de paralysie qui semble le saisir comme si la moindre prise de position risquait d'ébranler le Gouvernement qu'il soutient ou auquel il participe. Pendant ce temps, l'opinion reste livrée à elle-même et à l'influence d'autres partis et d'autres intérêts, qui s'embarassent de moins de scrupules. Et l'on s'étonne de voir la démocratie piétiner ou même reculer...

Que le M. R. P. sorte de son silence... Qu'il juge les événements et la politique au jour le jour... Il existe suffisamment de motifs — louables et publiables — de soutenir en certaines circonstances un gouvernement dont on est loin d'approuver tous les actes pour n'avoir pas à se dérober devant le devoir fondamental d'éducation de l'opinion.

Le soutien, silencieux et inconditionnel, n'est-il pas de surcroît le moyen le plus sûr de se priver de toute influence sur les décisions gouvernementales ?

G. M..., Strasbourg.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION :
Étienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet.

24 bis, boulevard Saint-Germain Paris (5^e)
C. C. P. Paris 14-788-84 Tél. ODÉon 70-83

Prix de vente au numéro : 100 F
Abonnement : 8 numéros par an : ... 700 F

SOMMAIRE

Numéro 3 — Mai 1957

ÉDITORIAL

- Un critère qui ne trompe pas**, par Georges Delfosse 3
La vraie marque d'une politique de gauche est de favoriser la promotion populaire.

DOSSIER

- Menaces sur l'agriculture**, par Jean-Marie Dauzier 16
Encore une génération et le paysan traditionnel n'existera plus. Ce que doit être, dès lors, dans la société moderne, le cycle ville-campagne.

AU FORUM

- Ya-t-il une crise du patriotisme ?** Un dialogue entre Edmond Michelet, René Remond et Marc Scherer 23
L'amertume que ressentent beaucoup de jeunes Français n'est pas un signe de décadence de leur sentiment patriotique. Ce qu'ils veulent, c'est qu'on leur montre l'image d'une France digne d'être aimée.

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

- **Techniques modernes d'information et opinion publique**, par Georges Hourdin 10
● **Les trois paradoxes du syndicalisme français**, par Robert Gætz 15

TÉMOIGNAGES

- Éluard, ou la poésie faite homme**, par Henri Bourbon 13

INTERVIEW

- Construire l'Europe avec les forces syndicales**, par Roger Reynaud 9

LES PROPOS DU TEMPS

- Robespierre, signe de contradiction**, par Étienne Borne 34

NOS RUBRIQUES

Couloirs et Coulisses, Les Travaux et les Jours.

NOS CHRONIQUES

Théâtre, Cinéma, Arts, Disques.

NOTES DE LECTURE

Revue des Livres, Revue des Revues.

● M. Khrouchtchev vient d'inviter les citoyens soviétiques à renoncer pour un quart de siècle au remboursement de l'emprunt d'État, et on sait que les fortes structures d'une société communiste rendent automatiquement et universellement convaincantes les paroles qui descendent d'en haut vers la masse. Tous les Russes seront fiers d'avoir un État qui emprunte, mais ne rend pas et les oblige ainsi à pratiquer quelques vertus civiques supplémentaires. M. Khrouchtchev a, en effet, profité de cette circonstance significative pour exercer sa verve habituelle contre le système capitaliste, dans lequel

doxie valoisienne, mais dont le cœur penche dangereusement du côté de la dissidence et de M. André Morice; enfin, on dispose d'un homme d'État exemplaire, lourd d'un long passé républicain, prêt à se laisser changer en buste pour jouer les grands rôles symboliques et dont la sagesse tranquille panserait les plaies que les turbulences mendésistes ont causées à un vieux parti fatigué : M. Queuille a beau ne pas se remuer, il bouge; il est le dernier espoir et la suprême pensée du plus prochain radicalisme.

● Les dernières grèves ont fait retrouver au pays le temps perdu de l'été 1953, et elles furent pour le gouvernement socialiste une épreuve assez pénible; car le syndicalisme, même libre de toute hypothèque communiste, paraît faire peu de différence entre M. Laniel et M. Mollet. L'organe officiel du socialisme, qui, en général, ne cultive guère la nuance, a eu sur ce sujet d'exquises et fuyantes délicatesses en parlant d'« un moment passer d'incompréhension ». Force Ouvrière prendrait-elle ses distances à l'égard du parti socialiste? Mais un socialisme en difficultés avec le syndicalisme ouvrier fait une figure assez disloquée et doit ressembler à un dessin de Picasso.

Khrouchtchev

Un cynisme réconfortant.

L'État doit immoralement s'incliner devant l'égoïsme des prêteurs. De tels propos sont d'un cynisme véritablement réconfortant. La morale de M. Khrouchtchev n'est guère personnelle, mais enfin elle existe. Quand la dégradation de la monnaie empêche l'État libéral de rembourser ce qu'il a emprunté, sa morale s'accommode de cette fâcheuse nécessité, et, lorsqu'il a besoin de souscripteurs, il lui arrive de parler à la fois les deux langages de la bonne action et de la bonne affaire, et ce mélange des morales n'est pas d'une parfaite rigueur intellectuelle. Décidément, l'État honnête homme est encore à inventer.

● Des forces puissantes travaillent au remembrement du parti radical, et, parmi elles, la *Dépêche de Toulouse*, qui est, à elle seule, l'une des familles spirituelles de la France. Les arguments ne manquent pas pour incliner les uns et les autres à la réconciliation : on consolerait l'ombre d'Herriot, qui n'avait pas pris son parti de la scission du radicalisme; on donnerait un peu de confort aux ministres radicaux dont le corps est prisonnier de l'ortho-

● *Les Débats de ce Temps*, quotidien parisien du soir, sont la dernière nouveauté de la presse depuis la mi-avril; mais la gravité affectée d'une présentation sans images est faite pour rappeler ces chères vieilles choses que furent naguère *Le Journal des Débats* et *Le Temps*. La guerre contre *Le Monde*, qu'avait menée et perdue l'année dernière *Le Temps de Paris*, se trouve donc rallumée. Mais les méthodes, ont changé : ce n'est plus la grande parade à l'américaine avec puissante et rapide consommation de moyens sensationnels; cette fois, on prend des airs plus modestes et on a des prétentions à l'intellectualité, si bien que la droite classique pourrait avoir enfin une, pensée et publiquement avouée. Mais les premiers numéros des *Débats de ce Temps* n'ont fait, jusqu'ici, que ressusciter un antique-nationalisme à l'orgnon et à col cassé dont la principale caractéristique est qu'il n'est jamais arrivé à être compris par la France, ni, plus amère disgrâce, à la bien comprendre.

● M. Ernesto Delaguardia, président de la République de Panama, vient de déclarer à l'envoyé spécial du *Daily Express* : « La République de Panama a l'intention de rétablir intégralement sa souveraineté sur le canal et la zone

du canal... Elle revendique très fermement cette souveraineté qui lui revient et sur ce point elle ne cédera pas. »

M. Foster Dulles, qui fut si impressionné par les arguments, typiquement nationalistes, du colonel Nasser, trouvera-t-il convaincantes les raisons toutes nassériennes du président Delaguardia? On suggère respectueusement au Département d'État de renoncer au contrôle exclusif que les U. S. A. exercent sur le canal de Panama et de désarmer le nationalisme panaméen en proposant une gestion du canal de Panama par une société internationale

Foster Dulles

D'un canal à l'autre.

de ses usagers. On ne doute pas du succès de cette entreprise désintéressée. Dès lors en paix avec sa conscience, M. Foster Dulles n'aurait plus de complexe d'infériorité lorsqu'il serait amené à discuter avec ce bon spécialiste de morale politique qu'est le colonel Nasser.

● Faut-il ou non, l'an prochain, commémorer le souvenir de Robespierre? La question prend un style passionnel et elle divise entre elles-mêmes les maisons les plus paisibles et jusque-là les mieux unies puisque, au M. R. P., M. Georges Bidault et M. Maurice Schumann, s'ils sont assez d'accord pour contribuer à prêter à M. Guy Mollet une existence historique, ne s'entendent plus lorsqu'il s'agit de l'autre grand homme d'Aras, M. Maurice Schumann étant aussi vivement commémorateur que M. Georges Bidault est violemment anti-commémorateur. *France-Forum* prend parti dans le débat; est-ce dans une intention ironique? Est-ce pour jeter de l'huile sur le feu? On en jugera à la dernière page du présent numéro.

Un critère qui ne trompe pas

par Georges DELFOSSE

« Où est la droite, où est la gauche ? » Pour répondre à ces questions, les anciens critères risquent d'égarer plus qu'd'éclairer.

Il y a un an et demi, la campagne électorale avait pourtant été largement dominée par les slogans simplificateurs, sinon simplistes, des partis qui s'étaient trouvés dans l'opposition à la fin de la législature : « Il y a, disaient-ils, d'un côté la droite, c'est la majorité sortante ; de l'autre, la gauche, c'est le Front républicain. La droite, c'est la guerre coloniale, le déficit budgétaire, la loi Barangé, etc. La gauche, c'est la paix en Algérie, le progrès social et l'expansion économique, la laïcité, etc. »

Démocratie et Maturité.

Il n'a pas fallu six mois pour mesurer la distance qui séparait les actes des nouveaux gouvernants de leurs slogans de naguère, et pour constater que le schéma sommaire droite-gauche présenté aux électeurs était singulièrement dépassé par les événements. Une fois de plus, la passion l'avait emporté sur la raison, éloignant d'autant l'heure de la nécessaire maturité démocratique du pays, condition première de la survie d'un régime de liberté. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles la dernière campagne électorale a été si largement négative.

Les deux mots de droite et de gauche ne doivent plus dispenser les partis politiques de faire effort pour se définir eux-mêmes et pour mieux se situer les uns par rapport aux autres. La puissance sentimentale dont sont chargés ces mots — le mot « gauche » surtout — ne doit pas être uniquement utilisée à des fins de polémique électorale. Existe-t-il, dès lors, un critère sûr pour sortir de la confusion actuelle ?

Il est incontestable que, dans le passé, les mots de « droite » et de « gauche » correspondaient à une certaine réalité historique et politique : celle de deux blocs électoraux traditionnellement affrontés. A droite, se trouvaient le conservatisme social et religieux, l'idée de nationalisme, le maintien de l'ordre ; à gauche, la volonté de progrès économique et social, l'anticléricalisme, le rapprochement des peuples, la transformation des structures.

Cependant, cette division était déjà largement arbitraire et voilait d'incontestables réalités. L'ouvrier catholique était heurté par l'anticléricalisme de la gauche et votait souvent à droite, par attachement à sa liberté de conscience et contre les intérêts de sa classe sociale. Quant aux hommes que leur sectarisme virulent faisait classer à gauche, combien avaient, sur le plan économique et social, des positions conservatrices ? Comment d'ailleurs dissocier la défense des libertés spirituelles et celle des autres libertés ?

Depuis la Libération, l'apparition, sur la scène politique française, de formations nouvelles, la montée dans le pays d'élites, issues du monde paysan et du monde ouvrier et attachées tout autant aux libertés spirituelles qu'à la justice sociale, mettent en cause, davantage encore que par le passé, les classifications traditionnelles.

L'apparition de clivages nouveaux, comme ceux qu'a provoqués la question européenne, n'a pas diminué la confusion,

bien au contraire : le fait que M. Pierre André, député de Meurthe-et-Moselle, soit anti-européen lui a valu d'être souvent cité par *l'Humanité*, mais n'en fait pas un homme de gauche, et le fait que M. André Philip soit Européen n'en fait pas un homme de droite.

Observe-t-on d'ailleurs que vouloir purement et simplement classer les forces politiques françaises en forces de droite et en forces de gauche revient à nier l'existence des extrêmes ? De la part des communistes, une telle simplification a un sens bien clair puisqu'elle est pour leur parti un des moyens d'essayer de se maintenir dans le cadre de la communauté nationale. Mais, dans la mesure où, avant toute divergence, si légitime soit-elle, on place d'abord la sauvegarde de la liberté et de la dignité humaine, il faut voir que la gauche est plus proche de la droite que de l'extrême-gauche, de même que la droite est plus proche de la gauche que de l'extrême-droite.

Encore faut-il ajouter que la naissance d'une ou de plusieurs « nouvelles gauches », on ne sait plus exactement combien, ne vient rien simplifier, puisqu'on ne voit pas comment pourrait se constituer une nouvelle gauche, sinon par opposition à la gauche.

A moins d'accepter une schématisation plus passionnelle que logique (mais ensuite la logique se venge lorsqu'on quitte les slogans pour les réalités), il est donc fort arbitraire, en France, de prétendre opposer des partis voisins sous prétexte qu'ils se situeraient de part et d'autre d'une ligne de démarcation idéale.

Réélection des notables et progrès.

En fait, suivant qu'on analyse le comportement et les positions des différents partis à l'égard du problème économique, de la politique européenne, du problème scolaire ou de la politique outre-mer, on fait de bien curieuses constatations en ce qui concerne leur situation à droite ou à gauche, selon le critère adopté.

Il y a cependant un critère essentiel qui permet de situer sans erreur les différentes formations politiques. La démocratie ne se réalisera pleinement que si les représentants authentiques des masses populaires accèdent aux responsabilités. Un parti qui se contente d'assurer la réélection de notables et maintient, en fait, la prépondérance de ces derniers est conservateur ; un parti qui prend des risques (car le corps électoral est relativement traditionaliste, lorsqu'il désigne ses représentants) pour permettre l'accession aux responsabilités d'élites populaires, ouvrières et paysannes, est un parti de progrès, donc de gauche. Un parti qui gouverne sans consulter les organisations représentatives du monde du travail tourne le dos à la démocratie économique et fait une politique paternaliste, même s'il accorde aux travailleurs des satisfactions matérielles. Un parti qui associe les syndicats à l'élaboration des décisions économiques et sociales œuvre pour la promotion ouvrière et paysanne et agit en parti de gauche.

Si l'on admet ces propositions, et si l'on analyse, à leur lumière, les différentes formations politiques françaises, on aboutira à des résultats qui ne manqueront pas d'être surprenants pour beaucoup.

● En Afrique Noire, persistance du régionalisme politique et du rôle des personnalités.

● AFRIQUE NOIRE. — Après les élections du 31 mars.

Les résultats des dernières élections africaines, qui avaient pour objet de désigner 914 conseillers, membres des assemblées territoriales, n'ont pas bouleversé les pronostics ni modifié sensiblement

pendant, obtient la majorité à l'Assemblée territoriale.

Une tendance du même ordre, à la fois régionaliste et modérée, paraît également prédominer à Madagascar, qui élisait des assemblées provinciales, mais la montée du nationalisme est certaine dans la grande île.

A peu près partout, et malgré quelque effervescence à Dakar comme dans les villes de la basse côte, l'atmosphère est restée calme : on a même noté une réelle apathie du corps électoral, surtout dans les couches rurales de la population, qui sont lasses de voir réserver les faveurs politiques aux citadins. Ce fait explique le pourcentage élevé des abstentions (45 % en moyenne, mais le taux est certainement supérieur chez les paysans) dont on ne saurait dire néanmoins qu'elles aient faussé la dernière consultation électorale, car elles ont affecté assez uniformément les diverses formations africaines.

Parmi ceux qui ont boudé les urnes — l'interprétation des abstentions donne toujours occasion de gloser — on peut, sans doute, ranger, en Côte-d'Ivoire et en Guinée, des éléments jeunes appartenant aux milieux administratifs ou exerçant des professions libérales, qui supportent avec quelque impatience l'autoritarisme d'un Houphouët ou d'un Sekou-Toure et travaillent à la démocratisation intérieure du R. D. A.

Une constatation s'impose en tout cas : c'est que, dans la plupart des territoires, apparaissent des majorités homogènes qui faciliteront la tâche des vice-présidents dont le rôle sera d'animer les gouvernements locaux, puisque les décrets d'application de la loi-cadre prévoient la mise en place d'exécutifs territoriaux dont l'effectif pourra atteindre douze ministres.

Mais la dominante du bilan électoral réside dans le fait que la grande majorité des élus s'est prononcée pour l'expérience de la gestion autonome à l'échelon territorial qui caractérise le pas franchi par les décrets, dont on doit souligner qu'ils sont allés bien au-delà des textes initialement présentés par le gouvernement, grâce à l'action conjuguée d'Apithy, Teitgen et Buron.

Les slogans de L. Senghor, qui, avec une véhémence de circonstance, accusait la métropole d'avoir « balkanisé » l'Afrique en « défédéralisant » l'A. O. F., n'ont donc pas éveillé de larges échos chez l'électeur. Certes, la notion d'unité africaine n'est pas absente des esprits. Mais les responsables les plus conscients des exigences

économiques et sociales savent que l'avenir est aux plus grands ensembles et qu'il est nécessaire de dépasser le particularisme africain.

Il n'est pas exclu que le rassemblement africain convoqué à Bamako sur l'initiative de F. Houphouët rapproche les hommes de tous les horizons pour méditer

Le fils du chef.

l'échiquier politique d'Afrique noire. Des tendances, il est vrai, se sont accusées, d'une part, au détriment des socialistes (M. S. A.), qui ne se maintiennent guère qu'à Dakar, sur la défensive, au Niger, assez fortement encore, et au Moyen-Congo en association avec le R. D. A., ainsi qu'au Gabon (Bloc Populaire Sénégalais), d'autre part, au bénéfice relatif du B. P. S., animé par L. Senghor, qui a progressé au Sénégal, et surtout à l'avantage du R. D. A. (Rassemblement Démocrate Africain), dirigé par le ministre Houphouët-Boigny, dont les progrès indiscutables n'ont pourtant pas pris le caractère d'un raz de marée.

Dans l'ensemble, le régionalisme territorial et les influences personnelles, très vivaces, ont fort bien résisté au laminage des grandes formations politiques; c'est l'une des leçons à tirer de ce scrutin : ainsi, en Mauritanie, l'Union Progressiste Mauritanienne semble « régner » souverainement, en Oubangui-Chari, le groupement de M. Boganda enlève la quasi-totalité des sièges, tandis qu'au Dahomey, territoire dont l'originalité et le style très particulier s'affirment, M. Apithy, indé-

Leopold Senghor

L'agrégé.

sur les tâches concrètes qui attendent l'Afrique nouvelle.

● U. S. A. — Wayne Morse, futur candidat à la présidence ?

Notre confrère américain *The Progressive* est probablement le périodique politique le plus intéressant des États-Unis. Fondé en 1909 à Madison par le célèbre sénateur démocrate Bob La Folette, il vivait assez péniblement lorsque Joseph Mac Carthy fut élu sénateur républicain du Wisconsin. Les circonstances étranges de cette élection, les mensonges flagrants du candidat et les méthodes fort peu démocratiques qu'il préconisait et se hâta d'instaurer (la « chasse aux sorcières », qui mit en grand danger la démocratie américaine) amenèrent *The Progressive* à enquêter de près sur les agissements de ce nouveau Fouquier-Tinville. Quelques années plus tard, un numéro spécial de cent pages dégonflait littéralement le monstre de baudruce en fournissant les preuves de sa malhonnêteté intellectuelle et financière : Mac Carthy dégringola bientôt de son trône de grand inquisi-

- Un ancien sénateur républicain, candidat démocrate à la Présidence ?
- La Grande-Bretagne voudrait entrer dans l'Europe sans payer de cotisation.

teur, et le président Eisenhower « l'oublie » désormais, lors des réceptions à la Maison Blanche. *The Progressive* connut alors un triomphe d'autant plus éclatant qu'il s'était battu à peu près seul contre la puissance, longtemps colossale, des supporters du triste Joe. Depuis, l'autorité de la revue déborde largement sa diffusion, et elle est devenue la principale tribune libre de personnalités politiques ou religieuses réputées pour leur valeur intellectuelle et leur sens social.

Inclinant par tradition du côté démocrate, *The Progressive* n'en est pas moins resté très critique à l'égard des grands partis et des politiciens américains. Un article de son numéro d'avril dernier attire d'autant plus l'attention : signé de Richard L. Neuberger, sénateur démocrate de l'Oregon, il ouvre trois années d'avance la campagne pour les élections présidentielles, en proposant la candidature de son collègue le sénateur Wayne Morse — assurément la tête la mieux faite de la politique américaine.

« Je suggère au parti démocrate — écrit le sénateur Neuberger. — qu'il désigne comme président en 1960 la seule personne qui, à l'époque moderne, ait été élue au Sénat américain comme républicaine et démocrate... A mon avis, notre époque et l'enjeu devant lesquels est placé le parti démocrate exigent justement le type de programme clair, d'avant-garde et militant que Wayne Morse proposerait. Les voix des Noirs, les voix des travailleurs, les voix des

libéraux ont toutes été coupées de leur allégeance démocrate — particulièrement dans les grandes zones métropolitaines où se décide le sort des États-clés. Wayne Morse ramènerait ces nomades au ranch démocrate.

» Comprenez bien que je ne considère pas mon collègue comme le seul à qui cet honneur puisse échoir, parmi les rangs démocrates du Congrès. Il est simplement le symbole de l'espèce de candidat dont le parti a désespérément besoin en ce moment. »

Quels motifs le sénateur Neuberger donne-t-il de son choix, en dépit des mérites, qu'il énumère, des sénateurs Humphrey, du Minnesota, Clark, de Pennsylvanie, Kefauver, du Tennessee, Paul Douglas et Adlai Stevenson, de l'Illinois, Kennedy, du Massachusetts ? Wayne Morse, selon lui :

« 1° A tenu une place éminente dans les deux partis. A première vue cela semble un handicap, mais c'est d'après moi un atout considérable... »

» 2° A toujours été en faveur d'un programme de protection des droits civiques... »

» 3° A combattu pour le syndicalisme et contre toute exploitation des travailleurs... Il a dénoncé les aspects anti-ouvriers de certains paragraphes de la loi Taft-Hartley... »

» 4° Fut l'un des premiers membres du Congrès à s'opposer à la proposition Eisenhower d'un pacte avec les intérêts privés... »

» 5° Possède le courage politique... »

» 6° A toujours combattu pour les libertés fondamentales (*allusion à son attitude résolument anti-maccarthyste*)... »

» 7° A critiqué le président Eisenhower plus qu'aucun autre sénateur... »

» 8° Est l'un des plus puissants et infatigables orateurs de tous les temps : son discours de vingt-deux heures contre l'abandon des réserves de pétrole sous-marines demeure le record du Sénat... »

» 9° A l'âge et la santé requis (*il a soixante ans, ne boit ni ne fume, évite les mets trop riches, se distrait en s'occupant de sa ferme et ne joue pas au golf*)... »

» 10° Est profondément religieux (congrégationaliste)... Ses trois jolies filles et sa femme partagent ses convictions... »

● GRANDE-BRETAGNE. — De l'entente cordiale à la zone de libre échange.

Les fastes du voyage vraiment « royal » d'Élisabeth d'Angleterre à Paris ont réveillé dans le cœur des Français de vieux sou-

venirs : ceux d'une Entente cordiale unissant la plus grande puissance maritime à la plus grande puissance continentale de l'époque.

Les choses ont bien changé depuis le début de ce siècle. La France occupe, aux côtés des « grands », un strapontin de faveur. La Grande-Bretagne s'adapte difficilement à un âge nouveau qui fait d'elle une grande nation de seconde grandeur.

La crise britannique, crise politique et économique, en est arrivée, après des années d'incubation, à son point le plus aigu. Le *Times*, dont on connaît la prudence, évoquait récemment l'éventualité d'un effondrement de la livre. L'économie anglaise n'a échappé que de justesse à une grève générale dont les conséquences auraient pu être catastrophiques.

L'Angleterre s'interroge sur son avenir. Elle s'inquiète, il faut le dire, à l'idée de se trouver un jour « coincée » entre une Europe économiquement intégrée et la puissante Amérique, à la tête d'un Commonwealth dont les liens se relâchent, en présence de Dominions qui s'industrialisent, se ferment à ses produits et peuvent tomber, l'un après l'autre, dans l'orbite des États-Unis.

Le projet d'une zone de libre-échange est né de cette crainte : en s'associant au marché commun, les Anglais espèrent se réserver des débouchés sur le continent sans renoncer, pour autant, à leur tarif préférentiel avec les pays de la zone sterling. Les produits industriels s'échangeraient librement, mais non les produits agricoles. Il n'y aurait point d'harmonisation des charges sociales, point de participation britannique à la Banque d'investissement et au Fonds de réadaptation de la main-d'œuvre, et, bien entendu, les territoires d'outre-mer resteraient en dehors de la « zone ».

La Grande-Bretagne entend jouir de tous les avantages du « club » des Six et siéger à son Conseil d'Administration sans payer la cotisation imposée à ses membres !

Dans ces conditions, la zone de libre-échange risquerait d'être pour ces derniers un marché de dupes. Elle le serait encore plus si, pour obtenir une participation britannique à part entière, les pays du continent renonçaient à leur projet de communauté économique. Le secrétaire général de l'O. E. C. E. l'a souligné récemment : la zone de libre-échange ne verrait pas le jour si le traité de Rome n'était pas ratifié.

Depuis que les territoires d'outre-mer ont été associés au Marché commun, les

● A défaut d'aide économique, l'expérience Gomulka menacée.

milieux économiques d'outre-Manche manifestent la plus grande mauvaise humeur. Les producteurs de cacao du Nigeria et du Ghana s'agitent. On prête au Foreign Office les plus sombres intentions. On s'attend à des manœuvres de dernière heure pour « saborder » la ratification du Marché commun.

En agissant ainsi, Londres méconnaît son véritable intérêt. Car la « désintégration » de l'économie européenne ne l'affecterait pas moins que nous. Se prêter à ce jeu serait, pour lui et pour nous, sacrifier le réel à l'illusoire.

● POLOGNE. — Gomulka en danger ?

La répression poursuit son cours en Hongrie. La jugeant sans doute assez avancée, Kadar a invité M. « H. » à Budapest. On se refuse à croire que l'O. N. U. puisse, en l'acceptant, reconnaître la « légitimité » des bourreaux !

Pour le récompenser de ses bons et loyaux services et de sa sanglante réussite, c'est au Gauleiter de Budapest que l'U. R. S. S. a confié le soin de condamner solennellement, de Moscou, le communisme national, et dans les termes les plus violents : condamnation sans appel. Elle frappe Tito, mais, plus encore, Gomulka.

Coincé entre les revendications de son peuple — avide de liberté et las de sa misère — et la pression russe, les intrigues des staliniens, les durs efforts qu'impose le relèvement d'une économie délabrée, Gomulka se trouve dans une situation difficile.

« Nous ne retournerons jamais aux anciennes méthodes d'oppression administrative. » « Nous sommes décidés à fonder la dictature du prolétariat sur une liaison permanente avec les masses et sur leur soutien actif et constant », répond-il à ceux qui l'accusent d'avoir trahi la révolution d'octobre.

Il sait que Moscou le guette, que la *Pravda* préconise une « épuration radicale du parti polonais de ses éléments révisionnistes ». Il n'ignore pas que les staliniens sont à l'affût de ses fautes. Le groupe Ochab reste puissant. Si Gomulka laissait aux jeunes libéraux du parti la bride sur le cou (leurs revendications vont au-delà du communisme national : c'est un socialisme démocratique à l'occidentale qu'ils souhaitent et qu'ils demandent), il donnerait à ses ennemis des armes contre lui. La prudence l'oblige à freiner la libéralisation du régime.

Mais c'est l'aggravation de la situation

économique qui apparaît, de beaucoup, comme la menace la plus dangereuse. Une catastrophe permettrait à la bureaucratie et à la police stalinienne, responsables des difficultés actuelles, de se remettre en selle. Pour l'éviter, Gomulka se voit obligé de refuser toute augmentation des salaires. A ceux qui demandent plus de bien-être, il répond « sacrifices et discipline ». Le mécontentement croît de jour en jour.

L'expérience polonaise ne peut réussir sans une aide de l'étranger. Moscou, bien entendu, la refuse : « Nous n'aiderons que nos amis », a déclaré Khrouchtchev. Comme par hasard, les livraisons russes de coton aux filatures de Lodz se font attendre. Les Polonais espéraient beaucoup des Américains. Or le « Battle Act » impose de sévères restrictions aux échanges commerciaux entre les États-Unis et les pays de l'Est. Pour tourner cette législation, Washington a proposé de passer par l'intermédiaire de l'Allemagne de l'Ouest, ce qui n'enchant pas la Pologne, on s'en doute. De toute manière, les crédits offerts par Bonn restent très en deçà des besoins (20 millions de dollars au lieu de 330 millions).

Entre la Pologne et l'Occident, l'« intermédiaire » naturel est la France. Ses possibilités financières étant malheureusement

limitées, ne pourrait-elle suggérer que les organisations européennes — l'O. E. C. E. et surtout le marché commun — prennent en charge cette aide indispensable ? En sauvant Gomulka, elle préserverait les chances d'une évolution dont les peuples de l'Est ne seraient pas les seuls bénéficiaires.

● MOYEN-ORIENT. — Espoirs et périls.

« L'Occident s'étant disputé tout l'été et l'automne se trouva fort dépourvu quand la bise fut venue. » L'affaire de Suez fait songer à la fable de La Fontaine : les erreurs britanniques et françaises, l'aveuglement des États-Unis, les querelles des Trois ont fait perdre aux Occidentaux beaucoup de leurs atouts au Moyen-Orient.

L'intransigeance de Nasser sur le canal et l'interventionnisme de l'Égypte et de la Syrie en Jordanie ont fini par excéder Washington. Mais comment en venir à bout ? Il n'est plus question des précaires garanties de l'« Association des usagers », ni même des six principes votés par l'O. N. U., le 13 octobre 1956. En désespoir de cause, on a fait appel au Conseil de Sécurité. La tentation est forte pour les Américains de se décharger sur l'O. N. U. de leurs responsabilités. Mais l'évolution

Manifestations à Amman

Pour quelles revendications ?

● Au Moyen-Orient, l'Amérique au pied du mur.

rapide de la crise jordanienne a contraint les États-Unis à quitter le domaine de la procédure et à recourir à leur tour aux arguments militaires.

Nos alliés d'outre-Atlantique ont-ils compris qu'ils s'étaient faits les instruments de la manœuvre soviétique d'infiltration sur les arrières de l'Europe ? L'inconsistante « doctrine Eisenhower » peut devenir un utile cran d'arrêt. Une *volonté* s'affirme, à laquelle font défaut les moyens militaires. Du moins est-il politiquement important qu'elle se soit exprimée.

Depuis quelques semaines, au milieu d'un désordre inquiétant, la situation paraît évoluer dans un sens qui nous est plus favorable. Se sentant appuyés par la force américaine, les adversaires du « nasserisme » pro-soviétique ont repris confiance en eux-mêmes. En Arabie Séoudite, en Irak et, non sans de violents soubresauts, en Jordanie, en Syrie même, les partisans de l'Occident se regroupent et passent à l'offensive. Mais, du même

Le Forrestal appaieille

Pour quelle politique ?

centre. Or un échec de Hussein au cours des prochaines semaines remettrait en question toute l'évolution survenue dans le Moyen-Orient au cours des derniers jours, aussi bien la menace d'isolement de Nasser par l'alliance des royaumes qui possèdent le pétrole : la Jordanie, l'Arabie Séoudite et l'Irak, que les perspectives de développement d'un mouvement anti-communiste en Syrie. En tout état de cause, l'irréductibilité des masses populaires, que les dirigeants ne réussissent provisoirement à canaliser qu'en le flattant, demeure un facteur dangereux d'agitation.

En face de ces espoirs et de ces périls, il apparaît plus que jamais nécessaire que les Trois constituent un front uni et définissent une politique commune dans cette région du monde. Malgré les déboires de Chepilov, trop prompt à se découvrir, l'U. R. S. S. n'a pas renoncé à y étendre son influence.

Malheureusement, les Trois n'ont pu, jusqu'à ce jour, surmonter leurs divergences. Au lieu et place d'une politique commune, il n'y a aujourd'hui qu'une politique américaine vacillante. Quel prix est-elle prête à payer pour acheter des avantages provisoires ?

Les États-Unis ont-ils enfin compris que ce n'est pas en laissant dépecer la

Jordanie, ce n'est pas en sacrifiant Israël à des alliés arabes non moins acharnés contre lui que l'Égypte, ce n'est pas en s'inclinant à Suez devant les conditions de Nasser qu'ils serviront la cause du monde libre ?

« On n'a jamais assez d'argent pour acheter ses ennemis », disait Bismarck. Souhaitons que les déclarations du président Eisenhower ne soient point au Nil ce que furent au Rhin les propos célèbres d'Albert Sarraut en 1938.

● ESPAGNE. — Le meilleur des mondes.

« Il n'y a pas de crise économique en Espagne. » Imprimée en caractères énormes à la première page des journaux espagnols du 18 mars dernier, cette affirmation de Son Excellence le Chef de l'État a fait amèrement sourire bien des Espagnols. C'est que Franco croit encore pouvoir masquer l'échec flagrant de sa gestion après vingt années de pouvoir absolu : le remaniement ministériel de février-mars attestait clairement qu'il avait enfin reconnu la nécessité de placer aux postes-clés de l'économie des techniciens compétents et honnêtes, pour tenter de sauver

Hussein de Jordanie

Mon royaume ou un vampire

coup, les oppositions se durcissent, les tensions en viennent à un dangereux paroxysme. Ici et là, les risques d'explosion s'aggravent.

Certes, l'accalmie s'est provisoirement installée en Jordanie, mais la loi martiale demeure en vigueur, car le feu couve sous la

● Franco à la croisée des chemins.

la peseta en perte de vitesse et d'arrêter la dégradation constante du niveau de vie général. Les nouveaux ministres des Finances (M. Navarro Rubio), de la Coordination économique (M. Gual Villalbi) et du Commerce (M. Alberto Ullastres), personnalités entièrement apolitiques, ne sauraient être pris en effet pour

certainement le pouvoir et auront peut-être la chance d'assurer une transition vers un État libéral.

Il n'est pas douteux que le général Franco ait espéré, par un habile replâtrage, amortir les griefs d'une opinion publique en voie de reviviscence, mais son attitude extérieure ne révèle pas le moindre

dirigée vers les États-Unis. En tout cas, de tels propos ont suscité à Madrid — où l'on en a surtout déploré l'aspect négatif — une large opposition. On a parlé d'une démission des trois ministres économistes qui, tous trois, lors de leur prise de pouvoir, avaient exprimé l'intention de moderniser une économie archaïque. A l'heure où nous écrivons, on estime que MM. Rubio, Villalbi et Ullastres, s'ils ont menacé de faire rebondir la crise ministérielle, ont réussi à imposer leurs points de vue, c'est-à-dire leur volonté de prendre toutes mesures pour moderniser et développer l'industrie, intensifier la recherche minière et assainir les rapports commerciaux. M. Alberto Ullastres va partir pour Rome, où il signera un nouvel accord avec l'Italie, et il examinera ensuite le développement des échanges avec la zone franc. Partisan de l'ouverture de l'Espagne au reste de l'Europe, il s'efforcera avec ses collègues de hâter l'admission de son pays à l'Organisation européenne de Coopération économique et à l'Union européenne des Paiements.

La Phalange, dépouillée de son influence au sein du gouvernement, tente un effort désespéré de recrutement du côté des masses ouvrières : dans cette intention, M. José Solís, nouveau ministre du « Mouvement National » et chef des syndicats, a déclaré qu'il ne fallait pas tout attendre du gouvernement, et que l'on devait créer des « Commissions syndicales permanentes » qui contrôleraient les projets gouvernementaux — ceci pour rendre aux syndicats l'autorité qu'ils ont complètement perdue. On doute du succès de cette tentative : les quatre mille grévistes d'Oviedo, qui n'ont repris le travail qu'après trois semaines de débrayage, n'étaient certainement pas « les agitateurs communistes » que prétend voir le régime dans tout manifestant — mais ce n'étaient pas davantage les partisans du fameux joug qui est l'insigne de la Phalange. En dernière analyse, le nouveau cabinet Franco ne peut échapper au dilemme : coopérer avec l'Europe et rétablir les libertés fondamentales, ou être balayé par un prochain réveil du ressentiment populaire. L'emprisonnement d'universitaires, les sanctions graves prises à l'encontre de centaines d'étudiants, et enfin l'arrestation de Dionisio Ridruejo, coupable de lucidité dans son fameux rapport à la Phalange sur la jeunesse, n'indignent pas seulement l'étranger et ne peuvent qu'accroître un mécontentement qui s'exprimera chaque jour avec plus de véhémence.

ÉDOUARD HERRIOT, RADICAL

LE président Herriot, qui vient de disparaître de la scène politique, résumait en sa personne un demi-siècle d'histoire républicaine ; réduit par l'âge à une pathétique immobilité, il était devenu une sorte de monument historique suscitant, comme il le méritait, curiosité, admiration et respect. Les circonstances d'une longue existence et la patience du destin avaient fini par lui donner une existence symbolique ; l'homme vivant, saisi avant la fin par la mort et l'immortalité, devenait sa propre statue, avec ce qu'ont toujours de tragique l'accompli et le définitif. Co maître du verbe, co causeur incomparable, cet orateur si aisément inspiré n'avait qu'à puiser dans sa vaste mémoire pour abonder en anecdotes du temps passé et pour changer le temps perdu en temps retrouvé ; il eût pu dire comme le poète : « J'ai plus de souvenirs que si j'avais mille ans », il était lui-même une sorte de vaste souvenir et il signifiait toute la mémoire du radicalisme.

Tous les traits qui font l'essence du radicalisme français étaient, en effet, portés par Édouard Herriot à une sorte de perfection. Un jacobinisme souvent verbal, mais qui avait ses moments de sincérité, couvrait chez lui une sensibilité et des prudences du Français moyen ; il aura été donné à

ce libéral, à cet humaniste de livrer les derniers combats d'un anticléricalisme plus plat encore que sectaire ; cet ami du genre humain, qui faisait si volontiers profession d'ouverture universelle, aura accepté qu'en une circonstance décisive son nom, son autorité, sa parole servissent à briser une avancée de l'idée européenne. Toutes les contradictions qui font la nature si ambiguë du parti radical, Édouard Herriot avait l'art de les brouiller dans un grand élan du cœur et un beau mouvement d'éloquence jusqu'à l'heure de vérité où il n'a pu que contempler de trop haut la cassure de son parti, qui fut sa dernière douleur.

Un radicalisme verbal.

La grande ambition de sa vie avait été l'Élysée, vers lequel tout semblait le porter, sa longue présidence de la Chambre des députés et de l'Assemblée Nationale n'étant que la retombée et le reflet mélancolique d'un rêve plus vaste. S'il a beaucoup présidé, Édouard Herriot a peu agi, et son ombre désormais préside pour l'éternité à un âge de la démocratie, athénienne, petite-bourgeoise, parlant beaucoup de progrès et secrètement amie de la conservation, ou, pour tout dire d'un mot qui suffit, radicale.

E. B.

des hommes de paille, et, quelle que soit l'issue de la décomposition du régime, on peut espérer que ces experts feront l'impossible pour éviter à l'Espagne la déception de l'immobilisme. Eux seuls, dans un Cabinet composé par ailleurs de militaires, de monarchistes et de phalangistes, ont

reculé sur le front de la propagande. C'est dans ce sens que sa déclaration au *New York Times* faisant allusion à un vague surcroît de liberté accordé au peuple espagnol, mais niant qu'il y eût une crise économique en Espagne, doit être interprétée comme une opération de prestige

Construire l'Europe avec les forces syndicales

par R. REYNAUD, Syndicaliste C. F. T. C., Membre du Conseil Économique.

Les traités instituant la communauté économique européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique seront prochainement soumis à la ratification des Assemblées législatives des pays membres de ces communautés. Les parlementaires se décideront finalement, en fonction de leurs préférences personnelles sans doute, mais aussi sous l'influence des différents courants populaires qui, comme il se doit en démocratie, manifesteront leurs sentiments. Il est donc indispensable que le syndicalisme ne soit pas absent de ces débats.

Une nouvelle révolution industrielle.

Précisons tout d'abord, pour éviter de confondre des notions qu'il y a intérêt à distinguer, que les traités en examen comportent deux aspects qui ne relèvent pas chacun à un même degré de la compétence du militant syndicaliste agissant en cette qualité. On séparera donc les principes fondamentaux qui définissent la philosophie politique placée à la base des documents instaurant les deux communautés des dispositions pratiques qui doivent permettre de traduire ces principes en un certain nombre de réalisations concrètes.

En ce qui concerne les premiers, tout a été dit. Le syndicaliste ne bénéficie pas en ce domaine de lumières plus vives que celles dont dispose la majorité de ses concitoyens. Car l'option est d'abord politique. On admet ou on n'admet pas l'idée que, coincés entre deux empires se disputant la suprématie du monde, les peuples de l'Europe occidentale soient contraints d'unir leurs efforts à la fois pour sauvegarder leur indépendance et pour tirer tous les fruits de la nouvelle révolution industrielle amorcée par l'utilisation sur une grande échelle de l'énergie atomique et par le développement de l'automatisation. Tel est le postulat fondamental. Il est heureux pour l'avenir des traités qu'une large fraction du mouvement ouvrier soit disposée à l'admettre. Il ne faudrait pas que des erreurs ou des insuffisances au stade de l'application viennent remettre en cause une adhésion qui n'est ni définitive, ni inconditionnelle.

En effet, il est reconnu que, dans le court terme, toutes les conséquences des traités ne seront pas nécessairement bénéfiques. Il existe des précédents ! La révolution industrielle du siècle dernier, l'histoire des nations européennes, qui ont réalisé les dernières leur unité économique, enseignent que le chômage, les migrations de main-d'œuvre consécutives au déplacement des différents éléments de la production sont la rançon du progrès technique et de l'élargissement du marché. Dans la mesure où les mêmes causes produisent les mêmes effets, on doit craindre, s'il n'y est pris garde, que les forces conjuguées de l'automatisation et du Marché commun ne provoquent des désordres analogues.

Une reine sans couronne.

Pour y parer, les rédacteurs du traité ont créé un fonds social et une banque européenne d'investissements. Le fonds assurera un emploi productif aux travailleurs dont l'emploi aura été réduit ou suspendu, la banque favorisera tout à la fois la mise en valeur des régions sous-développées et la modernisation ou la conversion de certaines catégories d'activités ou d'entreprises. Les principes

sont bons. On aimerait cependant en savoir davantage. Que se passera-t-il dans l'hypothèse où les ressources du fonds et de la banque se révéleraient insuffisantes pour faire face aux besoins ? Nous sommes ici au nœud du problème. La question est de savoir comment sera établi l'équilibre entre les forces de propulsion libérées par le marché commun et les forces de contrôle, et qui l'établira.

En effet, si notre siècle doit être celui de la deuxième grande révolution industrielle, tout laisse penser qu'il sera aussi celui de l'organisation économique et de la planification. Les traités d'Éuratome et du Marché commun, en élargissant le champ d'action des forces productives, ont très bien répondu à cette première exigence de notre époque, mais ils méconnaissent la seconde. Les dessaisissements de souveraineté consentis par les États n'ont été recueillis par personne. L'abstraction que constitue le marché ne saurait suffire à tout. Le traité est, pour l'instant, une maison sans toit, une reine sans couronne. Ou bien la communauté se donnera un pouvoir supra-national, ou bien le pouvoir, tombé en déshérence, passera aux mains des dirigeants des cartels et des trusts. Nous ne sommes pas certains que ces derniers soient les plus qualifiés pour mener à bonne fin une politique sociale.

Autre observation : il a été question tout à l'heure de deux des traits caractéristiques de notre époque. Il en est un troisième, au moins aussi significatif. La classe ouvrière revendique toutes ses responsabilités dans les différents domaines où ses intérêts sont directement impliqués. Les traités en examen ne favorisent guère cette évolution. Sur beaucoup de points, ils sont en retrait sur les dispositions de la C. E. C. A., qui, cependant, prêtaient le flanc à la critique.

Faut-il attribuer cet oubli au fait que les organisations syndicales ont été tenues à l'écart des négociations préalables ?

La lutte continue.

La fiche de consolation réside dans l'institution d'un conseil économique et social qui n'est que consultatif et dont le droit à l'initiative demeure limité. Il s'agit, cependant, d'une réalisation positive qui peut jouer le rôle d'une plate-forme sur laquelle les syndicalistes pourront prendre appui pour reconquérir le terrain perdu.

La lutte continue. Elle se développera, comme toutes les luttes ouvrières, sur différents plans. Au près des parlements pour faire modifier les traités. Demain, à l'intérieur des institutions européennes, pour les transformer et pour les orienter dans le sens d'une plus grande justice sociale et d'une plus grande efficacité.

Elle se situera surtout dans les entreprises des six pays de la communauté européenne en attendant que celle-ci soit élargie à de nouveaux États. De nouvelles formes de pression, d'action et d'organisation syndicale doivent être envisagées. L'expérience de la C. E. C. A. montre que, s'il y a beaucoup à faire dans ce domaine, des solutions sont possibles puisque certaines ont déjà été trouvées. L'Europe, loin de freiner l'action ouvrière, lui ouvre au contraire des horizons nouveaux. Comme les militants d'un parti politique qui a tenu récemment son congrès, nous pensons qu'une Europe solidement appuyée sur le mouvement ouvrier fera des pays de notre continent « une force de progrès démocratique et social de médiation et de paix ».

La radio, la télévision et l'opinion

par Georges HOURDIN

PIERRE CORVAL était chargé de diriger les émissions culturelles et documentaires à la Télévision française. Il s'acquittait de sa tâche avec intelligence, indépendance et courage. Il a été chassé à la suite d'un débat qu'il avait organisé et qui traitait des élections du 2 janvier 1956. L'enregistrement de l'émission fut examiné par les supérieurs de Pierre Corval. Ils n'y trouvèrent rien de répréhensible. Le renvoi de Pierre Corval fut malgré tout maintenu par décision gouvernementale, car les écrivains invités par notre ami à participer à la discussion qu'il avait organisée ne comptaient pas parmi les amis politiques de M. Guy Mollet. La même aventure a, d'ailleurs, failli arriver au sympathique Jacques Sallebert, représentant la R. T. F., à Londres, auprès de la B. B. C. Celui-ci fut rappelé à Paris pendant quelque temps, et envoyé en vacances. Lui aussi avait commis le crime de lèse-majesté, en interviewant au moment de la crise de Suez un député travailliste qui n'approuvait pas la politique française. Il faut d'ailleurs préciser que cette interview venait à la suite d'une série d'autres, qui étaient en sens contraire. Dans les deux cas, qu'il s'agisse du renvoi de Pierre Corval ou des menaces qui ont pesé sur Jacques Sallebert, nous nous trouvons en face de ce qu'il faut bien appeler le fait du prince.

Ces incidents émurent un moment l'opinion, provoquèrent quelques protestations parmi les journaux quotidiens encore libres, puis s'effacèrent devant la relation d'événements plus importants, comme ceux qui ont trait à l'Algérie ou la visite que la reine Elisabeth d'Angleterre a bien voulu faire à Paris. Et pourtant...

Une révolution sociologique

L'opinion publique française, les parlementaires eux-mêmes, n'ont pas compris la gravité de ce qui est aujourd'hui en jeu. Je ne suis plus assez jeune pour m'étonner qu'un gouvernement au pouvoir, surtout s'il est socialiste, utilise au mieux de sa propagande les nouvelles et puissantes techniques d'information qui sont entre ses mains, qu'il veuille les asservir et qu'il impose son bon plaisir aux journalistes de la presse parlée qui se consacre à la diffusion régulière des nouvelles. J'affirme par contre avec violence, et sans craindre d'être démenti, que l'existence de la radio et de la télévision, le développement de ces moyens d'expression, l'influence extraordinaire

qu'ils exercent changent les conditions dans lesquelles fonctionne désormais notre régime d'opinion. Ne pas le voir, c'est accepter de glisser peu à peu, les yeux fermés, vers une sorte de dictature. Est-ce ce que nous voulons ? Je ne le pense pas. Examinons sous tous ses aspects le fait sociologique nouveau en face duquel nous nous trouvons. Hélas ! il faudrait, pour y parvenir, écrire un volume. Je ne dispose que de quelques pages. Si je parviens toutefois à trouver un écho parmi nos lecteurs, à provoquer quelques études sérieuses sur ce point essentiel de notre vie politique, à

La presse écrite venait de naître. Il fallut pourtant presque un siècle de batailles acharnées pour obtenir que le journal imprimé, fils de la civilisation bourgeoise, pût jouir effectivement de cette liberté et posséder une charte digne de ce nom, avec la loi de 1881.

Un matin, comme Gulliver...

Il y aurait beaucoup à dire sur la presse écrite. La liberté dont elle a bénéficié, l'indépendance de certains journalistes assuraient pourtant du même coup cette libre communication de pensée et des opinions sans laquelle il n'y a pas de vérité dans la transmission des nouvelles et, par conséquent, pas de contrôle du pouvoir. Le citoyen ne peut juger, l'opinion ne peut agir et réagir que s'ils sont correctement informés sur les événements qui les intéressent. Le journal, tant bien que mal, tenait ce rôle. Il le tient encore à Paris, mais il n'est plus seul pour informer un public qui, d'ailleurs, a lui-même changé. On ne peut comprendre, en effet, la révolution que nous vivons si on ne prend pas d'abord conscience que la civilisation du XX^e siècle est radicalement différente de celle du XIX^e siècle. Il y a cent ans, l'opinion publique était faite par une poignée de citoyens, quelques centaines de milliers sans doute, qui savaient lire un texte, même quand ils étaient d'origine ouvrière, étaient capables de situer une information dans son contexte, vivaient assez isolés les uns des autres, et dont la curiosité était limitée à quelques domaines très précis. Tout a changé avec le développement des moyens de transport, l'agglomération des masses dans quelques grands centres, le rapetissement de la terre, l'apparition d'un immense public qui prétend désormais s'intéresser rapidement à tout. Cette transformation des formes sociales et des conditions de vie a provoqué l'apparition de nouvelles techniques de diffusion qui font appel pour transmettre les nouvelles non plus à l'écrit comme autrefois, mais à l'image et à la parole, et qui se sont développées brutalement en quelques années, entraînant avec elles cette sorte de révolution culturelle dont nous parlions plus haut. Cela s'est passé si vite que nous n'avons pas eu le temps de nous méfier. Si nous n'y prenons garde, nous risquons de nous réveiller un matin, intellectuellement ligotés par la radio et la télévision, et par ceux qui en détiennent le maniement.

M. Gérard Jacquet, secrétaire d'État à l'Information

Le gouvernement au pouvoir, ou la nation ?

faire naître de véritables inquiétudes, je n'aurai pas perdu mon temps.

La liberté d'opinion est une liberté essentielle. Comme toutes les libertés individuelles, elle a été formulée à l'origine par les philosophes politiques des XVII^e et XVIII^e siècles. Elle a trouvé sa consécration dans les deux déclarations de droits qui, en Amérique et en France, marquèrent la naissance des institutions libres. Relisons ce que disait notamment notre législateur en 1791 (1) : « La libre communication de pensée et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. » Nous étions alors à l'aube de la liberté.

Plus puissantes que la presse écrite, plus faciles à dominer, les techniques modernes d'information transforment notre régime d'opinion.

J'invite encore une fois, et j'insiste, le lecteur à réfléchir sur cette transformation. La presse est encore en France le moyen d'information le plus important. Mais cette prédominance est menacée. Elle ne durera que quelques années encore. Les statistiques de l'Unesco nous apprennent, en effet, que ce qui est vrai en France ne l'est plus dans l'ensemble du monde. Il existe désormais plus de postes de radio que les journaux ne tirent chaque jour d'exemplaires. La radio, d'ailleurs, en tout état de cause, est plus puissante que la presse. Elle transmet les nouvelles instantanément et continuellement. Ce contact direct entre l'événement et le citoyen, qui a été pendant si longtemps le rêve irréalisable du journaliste, existe désormais. La radio porte, en outre, les informations qu'elle donne à domicile. Elle est accessible à tous, même aux esprits les plus simples, puisqu'il suffit pour comprendre les nouvelles qui sortent de cette nouvelle boîte de Pandore de pouvoir écouter et de n'être pas insensible au charme de la voix humaine. La radio franchit les frontières, se moque des douanes et des brouillages. Nous gardons tous dans notre esprit le souvenir de ces soirées, en France occupée, pendant lesquelles, le couvre-feu ayant sonné, nous allumions nos postes et cherchions avec minutie la longueur d'onde qui nous permettait d'entendre enfin la voix de Maurice Schumann et de moquer la police allemande.

Indiscrète télévision

Ce qui est vrai de la radio l'est encore bien davantage de la télévision. Celle-ci ajoute la force de l'image à la rapidité du son. Elle établit le plein contact avec l'homme que vous désirez connaître, l'événement sur lequel vous voulez être informé. Au moment même que j'écris ces lignes, dans la pièce à côté de la mienne, dix personnes, jeunes et vieux assemblés, assis devant le petit écran blanc d'un poste de télévision, suivent avec passion les détails de la visite que la reine Élisabeth fait à Paris. Ils sont à côté d'elle, à l'Élysée, pendant qu'elle prononce son discours. Ils pénètrent dans sa loge à l'Opéra en même temps qu'elle. Ils se promènent avec elle sur la Seine dans un Paris illuminé, parmi cet inoubliable décor de pierres et de verdure que les architectes de chez nous ont composé au long des siècles. Les familles anglaises, elles aussi, de l'autre côté de la

Manche, admirent leur reine assise à côté de M. Coty. Ce sont des millions de citoyens qui vont désormais participer totalement à certains événements d'actualité, juger directement leurs dirigeants et les membres qui composent l'élite de la nation. Les campagnes électorales ne seront plus jamais ce qu'elles étaient autrefois. Ce ne seront plus les rares assidus des réunions publiques qui seront atteints par les arguments ou la prestance des candidats, mais les millions de téléspectateurs, les enfants eux-mêmes donneront leurs avis qui ne seront pas négligés. Les hommes d'État américains l'ont bien compris, qui, après la condamnation de l'action menée par M. Mac Carthy et l'acquiescement de M. Nixon accusé de concussion, suivent maintenant des cours de maintien et de diction pour se présenter, avec tous leurs avantages, devant l'objectif impitoyable et indiscret de la camera.

Cette transformation dans la transmission des nouvelles est décisive. Elle bouleversera, elle bouleverse déjà sans que nous nous en doutions, notre vie publique. Elle change aussi peu à peu notre vie intellectuelle. Le vieux rêve, qui semblait chimérique, des organisateurs d'Universités populaires est, lui aussi, réalisé. Je ne crois pas qu'il existe une culture populaire. Il existe une transmission populaire de la culture. Il ne faut pas oublier, en effet, que la radio et la télévision peuvent diffuser autre chose que des informations, qu'elles charrient déjà vers le grand public des spectacles de variétés, dont la qualité reste douteuse, mais aussi une masse énorme de musique classique, de pièces de théâtre, d'émissions littéraires, scientifiques ou artistiques. J'ai assisté de mon bureau de Meudon, grâce à Pierre Tchernia et à la télévision, à une difficile opération du cœur qui avait lieu à Marseille, et que peu d'étudiants en médecine ont l'occasion de voir. Grâce à Étienne Lalou et toujours à la télévision, j'ai vu un accouchement sans crainte, la préparation psychologique et physiologique à laquelle l'intéressée avait été soumise, les conséquences que cela avait pour elle. C'est une révolution, vous dis-je. Nous serions stupide de ne pas nous apercevoir de sa portée.

Des périls incontestables

Je ne crains pas le neuf, et les perspectives qui nous sont ainsi offertes m'apparaissent même assez exaltantes. Je garde toutefois une inquiétude. Ces techniques nouvelles ne peuvent pas être maniées par des particuliers. On imagine mal un simple citoyen construisant un poste émetteur. Il se heurte tout de suite à une réglementation internationale, à un monopole de l'État, qui existe même dans les pays où les postes de radio sont libres, à la nécessité, en tout

cas, de réunir des capitaux considérables. Les entreprises de presse qui appartiennent à la civilisation capitaliste du XIX^e siècle sont des entreprises commerciales du type libre, c'est-à-dire qu'elles vendent des nouvelles et se font concurrence entre elles. La clientèle qu'elles savent conquérir, en prenant des risques, garantit plus ou moins sérieusement, mais garantit tout de même, leur indépendance. Les postes émetteurs de radio n'ont pas de clients. Ils dépendent directement de l'État — c'est la situation que nous trouvons en France, — ou de la publicité qu'ils sont capables de grouper. On voit le péril et comment l'opinion publique risque d'être uniformément informée. La tendance d'étouffement est d'autant plus grande que les responsables d'un journal parlé, qui travaillent pour le compte de la R. T. F. ou pour celui d'un poste privé situé à la périphérie de notre

souffle, qui ne place pas le problème de l'information dans sa vraie perspective et qui, finalement, renforce l'emprise gouvernementale.

Il est certes bon de laisser à la Radio-Télévision française son indépendance à l'égard des intérêts privés. Une certaine qualité des programmes culturels est à ce prix. Il faut en même temps lui assurer, pour la partie de ses émissions qui ont trait à l'information, une indépendance à l'égard sinon de la nation, tout au moins du gouvernement au pouvoir.

Un statut de la Radio et de la Télévision doit prévoir la création d'un établissement public autonome dont la gestion serait confiée à un Conseil d'Administration au sein duquel les différentes familles d'esprit, qui existent en France, seraient représentées par des personnalités qualifiées. Le directeur général de l'Office pourrait être nommé par le Conseil des Ministres pour une durée déterminée, cinq ans au minimum, sur une liste de cinq noms, que le Conseil d'Administration lui aurait présentée. Il ne pourrait pas être renvoyé pendant la durée de son mandat sans l'accord des administrateurs et sans qu'il soit prouvé qu'il a commis une faute grave. L'indépendance de l'organisme envisagé est fonction de l'indépendance assurée à celui qui sera son directeur général. Nous ne voulons plus voir à la tête de la radio française des hommes obligés de consacrer le plus clair de leur temps à défendre leur poste ou à tenter de satisfaire les sollicitations dont ils sont sans cesse l'objet.

Il est vain de penser toutefois qu'un office public, tel que nous l'envisageons ici, pourra donner aux émissions d'information qu'il diffusera toute la variété et toute la véracité nécessaires. Il faut donc lui susciter une concurrence. Ceci nous amène à envisager la création d'un poste privé, situé en territoire français, dont la gestion pourrait être confiée à la Fédération de la Presse. Les émissions d'information y seraient assurées en collaboration avec les principaux journaux. Ainsi l'auditeur et le téléspectateur auront-ils la possibilité d'entendre sur le même événement non seulement une relation officielle, mais des reportages relativement plus libres.

Je ne prétends pas que ce schéma de statut soit le seul schéma possible. Je pense qu'il faut toutefois s'orienter dans ce sens, et qu'ainsi l'opinion publique, dont l'importance grandit chaque jour, et dont les réactions sont désormais violentes et immédiates, aurait la chance d'être à peu près correctement renseignée.

La liberté est indivisible. A partir du jour où la liberté de l'information serait morte, toutes les autres libertés seraient, plus ou moins à brève échéance, condamnées.

(1) Article II de la Déclaration des Droits de l'Homme incorporé à la Constitution de 1791.

M. Pierre Corval

« Ce sont là jeux de prince. »

territoire, adoptent, parce qu'ils s'adressent à toute la nation, un ton volontairement objectif qui masque fort bien, pour un esprit non prévenu, la partialité de l'information qu'ils donnent.

Jacques Kayser a publié récemment un livre sur l'information. Il l'a intitulé avec une nuance de pessimisme *Mort d'une liberté*. Le journaliste de presse écrite que je suis, le démocrate que je demeure ne peut se résigner à cela. Si les dégâts sont inévitables parce que nous nous adressons désormais à des millions de citoyens au lieu de nous adresser à une élite de militants, tentons du moins de limiter les dégâts. Établissons notamment un statut de la radio et de la télévision qui viendra compléter la loi sur la presse de 1881 et assurer à l'opinion publique française un minimum de garantie.

« Je ne suis pas d'accord... »

L'Assemblée Nationale est actuellement saisie d'un projet gouvernemental dont l'ambition est de donner à la R. T. F. les garanties dont celle-ci a besoin. Je ne suis pas d'accord avec ce texte qui manque de

Paul Éluard, la poésie faite homme

par HENRI BOURBON

Dire de Paul Éluard qu'il est par excellence le poète de l'amour, du bonheur, et de l'espoir en l'homme, c'est sans doute le définir de la façon la moins infidèle.

Pour traduire la beauté et la force du sentiment amoureux, Éluard a trouvé des mots transparents et simples, uniques et caressants :

*O douce quand tu dors la nuit se mêle au jour...
On ne peut me connaître
Mieux que tu me connais.
Tes yeux dans lesquels nous dormons
Tous les deux
Ont fait à mes lumières d'homme
Un sort meilleur qu'aux nuits du monde.
On ne peut te connaître
Mieux que je te connais.*

Rien de trouble dans ses poèmes mais une grâce rayonnante, une exquise ingénuité, d'inattendues et scintillantes images.

*Tu peux sortir en robe de cristal,
Ta beauté continue,
Tes yeux versent des larmes, des caresses, des soupirs,
Tes yeux sont sans secret,
Sans limite.*

Repoussant les frontières du temps, brisant les barrières de la raison, métamorphosant l'homme en fleur, en étoile, en oiseau, Paul Éluard a transfiguré les humbles réalités familières et illuminé la terre de féeriques lueurs :

*Je fus homme, je fus rocher.
Je fus rocher dans l'homme, homme dans le rocher.
Je fus oiseau dans l'air, espace dans l'oiseau.
Je fus fleur dans le froid, fleuve dans le soleil,
Escarboucle dans la rosée.*

En des accents d'une douceur inimitable, l'auteur du *Blason des fruits et des fleurs* a célébré les charmes multiples de la nature. Il a peint aux lumineuses et magiques couleurs du bonheur cette vie quotidienne et humaine, source de joie et d'émerveillement pour qui sait regarder au delà des prosaïques apparences :

*Le jour est une orange parfumée,
Ses tranches de soleil et d'air pur
Font la joie des amoureux
Conscients de leur paresse...
... Nous deux, toi toute nue,
Moi tel que j'ai vécu,
Toi la source du sang
Et moi les mains ouvertes
Comme des yeux,
Nous deux nous ne vivons que pour être fidèles
A la vie.*

Le précieux, le gentil Éluard s'est voulu écrivain engagé et ce serait le trahir que de passer sous silence cet aspect de son œuvre et de sa personne. Au terme d'une existence consacrée à exalter la liberté et l'amour, ce pur poète a cru que le communisme serait le plus sûr moyen de donner corps à son rêve d'une humanité pacifique, heureuse et fraternelle :

*Il fallait y croire, il fallait
Croire que l'homme a le pouvoir
D'être libre, d'être meilleur
Que le destin qui lui est fait.*

De l'amour d'une seule, Éluard est allé à l'amour de tous ; il a définitivement triomphé de la tristesse et de la révolte désespérée

« Je suis né pour te connaître — Pour te nommer — Liberté. »

des premières années d'une vie littéraire commencée sous le signe du dadaïsme et du surréalisme :

*Nous n'irons pas au but un par un mais par deux,
Nous connaissant par deux nous nous connaissons tous,
Nous nous aimerons tous et nos enfants riront
De la légende noire où pleure un solitaire.*

A celui qui affirmait écrire « au nom des rires dans la rue, de la douceur qui lie nos mains, au nom des fruits couvrant les fleurs, sur une terre blette et bonne », il a été épargné de voir l'espérance communiste sombrer dans les violences de Poznan et les répressions de Budapest. Le décevant exemple de fidélité aveugle au Parti qu'ont donné tant d'intellectuels marxistes, au mépris de sanglantes évidences, ne permet pas d'imaginer quelle aurait pu être l'attitude d'Éluard devant le drame hongrois. Mais il n'y a aucune contradiction à aimer les poèmes d'Éluard et à penser qu'il est de meilleurs chemins que le communisme pour libérer les autres de leur solitude glacée.

Une récente enquête menée par l'hebdomadaire *Arts* auprès de deux mille étudiants tendrait à prouver que la jeunesse intellectuelle préfère Steinbeck, Marcel Aymé, Cronin, Hervé Bazin à Paul Éluard !... Cela signifierait-il que l'œuvre radieuse du poète de *Donner à Voir* et de *La Vie Immédiate* s'estompe dans les brumes de l'indifférence ? Non, ne doutons pas de la survie d'Éluard, les sortilèges de sa poésie n'ont pas fini d'envoûter les esprits et les cœurs et de les ouvrir à la beauté et à la bonté.

Les trois paradoxes du syndicalisme

Pourquoi l'ouvrier français, l'un des plus évolués du monde, parvient-il plus malaisément que d'autres à la maturité syndicale ?

PEU de mouvements politiques ou sociaux ont suscité autant d'enthousiasme que le syndicalisme français au début du siècle : Georges Sorel, un des plus grands penseurs politiques de l'Occident, attend des syndicats et d'eux seuls qu'ils édifient une société libre à base fédéraliste ; Léon Duguit, prince du droit public, prédit que l'homme du xx^e siècle ne trouvera de vie sociale que dans les syndicats.

Mais voici qu'à cet enthousiasme succède bientôt le scepticisme ou l'irritation et qu'on déclare ouverte la « crise » du syndicalisme. Édouard Dolléans se plaint et Jules Romains lui fait écho. La grande voix de Marc Bloch se fait encore entendre : « L'élan des temps héroïques a peu à peu succombé. »

Les intellectuels sont par vocation des insatisfaits qui se passionnent plus pour le projet que pour l'événement. Ils oublient que le syndicalisme d'aujourd'hui est à la fois *novation* et *promotion*.

Les syndicats sporadiques animés par quelques militants inexpérimentés, tentés par le mythe de la grève générale, considérés par les bien pensants comme gibiers de tribunaux correctionnels, n'existent plus que dans quelques secteurs limités. Groupés dans de grandes confédérations centralistes, les syndicats modernes sont animés par des *hommes nouveaux* : des dirigeants spécialisés dans la fonction syndicale.

Mêlés aux grands de ce monde, habitués des commissions nationales et des conférences internationales, consultés ou flattés par les gouvernements, ceux-ci se meuvent plus aisément à travers les complexités de l'économique ou de la politique que beaucoup d'intellectuels isolés dans leurs livres, de patrons préoccupés de leur firme, d'hommes politiques spécialistes de voirie.

Le patronat « cause » avec les dirigeants du syndicalisme et cesse de les considérer uniquement comme des tribuns de l'économique. Il n'est pas juste d'opposer, comme il est de mode dans les milieux d'une certaine gauche « réaliste », le grand patronat « éclairé » au petit patronat obscurantiste : il semble qu'une fraction représentative des chefs d'entreprises de

toutes catégories soit, depuis quelque temps, décidée à jouer le jeu du capitalisme dynamique, en donnant au syndicalisme sa chance.

En dépit de beaucoup de lamentations, notre système de relations industrielles est donc en mouvement et en renouvellement.

Quel est alors le sens de la *crise du syndicalisme français* ? Ne tient-elle pas à ce qu'il parvient à la maturité plus lentement et plus malaisément que les syndicats des autres pays développés ? Trois traits paradoxaux dans un pays développé caractérisent, en effet, le syndicalisme français : la faiblesse relative du taux de croissance, la domination d'un parti politique, la préférence pour le « légalisme ».

1. — Le taux de croissance est relativement faible.

Dans la plupart des pays développés, les syndicats groupent entre 40 et 50 % des salariés. Le pourcentage dépasse 52 % en Australie ; il atteint 90 % en Israël.

En France, le « rideau de fer statistique » rend difficile tout calcul un peu précis. Il ne semble pas que les syndicats rassemblent plus de 2 millions et demi à 3 millions de membres, c'est-à-dire 19 à 23 % de l'ensemble des salariés. Sauf au cours de booms sans lendemain : en 1920, en 1936-1937, en 1945-1946, notre syndicalisme ne réussit pas à rassembler les masses. La France est le seul pays développé où, depuis la seconde guerre mondiale, le « boom » ait été suivi d'un déclin.

L'explication de ces retards est d'autant plus difficile qu'on ne peut soutenir que la masse des salariés soit hostile aux syndicats : ceux-ci obtiennent la majorité des voix des électeurs au cours de toutes les élections sociales.

De nombreuses interprétations viennent à l'esprit. Nous héritons d'un passé au cours duquel les gouvernements et le patronat ont été longtemps hostiles aux syndicats. La taille des entreprises est souvent médiocre et la petite entreprise est moins perméable que la grande au syndicalisme. Les structures sociales sont très diversifiées, et les classes moyennes jouent un rôle à la fois dominant et fascinant. L'individualisme « latin » et le goût pour

la *papillonne* freinent le développement du syndicalisme autant que l'indifférence des Français pour la chose économique. Enfin, les syndicats français ne bénéficient pas de la force que leur donnent dans d'autres pays les pratiques qui réservent aux seuls syndiqués l'accès de l'entreprise.

Tous ces facteurs jouent leur rôle, et pourtant cette interprétation ne nous satisfait pas pleinement : l'hostilité de l'État et du patronat n'a-t-elle pas été plus forte aux États-Unis qu'en France ? Nos structures économiques sont-elles spécifiques de la France ? Les Britanniques ne sont-ils pas au moins aussi individualistes que les « Latins », dont il n'est pas évident que le pourcentage soit très élevé dans les régions industrielles du Nord de la Loire ?

Il faut, pour comprendre le retard du syndicalisme français, mettre en valeur l'*influence du facteur politique*. Ce n'est pas que les syndicats français soient seuls à « faire de la politique » : les syndicats britanniques qui financent officiellement les élections des candidats travaillistes (on a même trouvé un charmant euphémisme : ceux-ci sont « sponsored ») ou les syndicats américains, qui votent pour Roosevelt ou contre Eisenhower, « font » ; eux aussi, de la politique. Mais, en France, ce n'est pas le syndicalisme qui envahit la politique, ce sont les querelles politiques qui envahissent le syndicalisme. *Les divisions syndicales sont le reflet des divisions politiques des Français* : les luttes ou les réconciliations entre socialistes et communistes entraînent parallèlement les scissions ou les réunifications de la C. G. T. L'alternance des vagues d'enthousiasme et de scepticisme politique commande l'alternance des vagues d'essor et de dépression du syndicalisme, plus sûrement que les oscillations de la conjoncture économique.

La France est aujourd'hui le seul pays développé où l'influence des oscillations politiques sur le syndicalisme soit aussi forte.

Seule peut-être, la C. F. T. C. a consolidé progressivement ses positions grâce à une attitude plus « mûre » qui la rapproche des grands syndicats anglo-saxons.

2. — La domination d'un parti politique.

Il est constant que, dans les pays sous-développés, le syndicalisme soit

guidé par un parti qui lui fournit ses cadres, ses slogans et infléchit son action selon l'impératif de l'opportunité politique. En France, pays développé, le parti communiste domine, lui aussi, la plus importante des centrales syndicales, la C. G. T.

Comment est-il concevable que les salariés d'un pays évolué, dont les conditions d'existence et les qualités d'intelligence sont parmi les plus élevées du monde, veuillent l'établissement d'un système qui supprimera, ils le savent, les libertés syndicales, leur interdira de faire grève et de revendiquer des hausses de salaires ?

Personne n'a jusqu'à présent pu donner une explication de ce paradoxe. Tout au plus peut-on contester que les cégétistes soient tous communistes et reconnaître qu'il y a aujourd'hui des cégétistes sociologiques comme il y a des chrétiens sociologiques : leur foi est faible, mais ils tiennent au mouvement ou à la religion auxquels ils sont habitués.

Sans doute faut-il aussi ramener cette domination du parti communiste à sa juste mesure. La domination de la C. G. T. perdrait sans doute de son prestige le jour où une étude approfondie permettrait une démystification en cernant ses contours exacts. Cette domination n'est effective que pour une partie seulement du groupe salarial, les ouvriers d'industrie. La C. G. T. est minoritaire chez les employés et chez les fonctionnaires ; elle est sans importance chez les cadres ; elle est combattue efficacement dans quelques secteurs du groupe ouvrier. *Il est vraisemblable que la domination de la C. G. T., et partant de l'appareil du parti communiste, ne tient qu'à la prépondérance de la C. G. T. dans la région parisienne.* Nous payons les fautes de ceux qui ont laissé se constituer à Paris et dans sa banlieue une absurde concentration.

Un espoir est d'ailleurs permis. Les événements de Hongrie ont peut-être été ce « grain de sable » dont parle Pascal pour affirmer qu'il n'est pas d'histoire irréversible. La C. G. T. perd des voix et des sièges à travers toute la France. Il semble que le parti communiste ne soit plus assez fort pour l'obliger à souscrire aux dogmes déliants de la paupérisation absolue. Est-il interdit, à la lumière de ce que nous avons vu en Pologne et en Hongrie, de prévoir qu'un jour des cons-

ciences droites sauront avec héroïsme secouer le joug ?

3. — La préférence pour le « légalisme ».

Lorsque la *Revue internationale du travail* décrit, en mai 1956, un syndicalisme qui préfère à l'empirisme « une sorte de tutelle de l'État, toute nouvelle conquête sociale exigeant le consentement et la ratification des autorités publiques », on pourrait croire que ce texte critique, relatif à l'Amérique latine, s'applique à la France.

Dans les pays anglo-saxons et les pays nordiques, les conquêtes sociales précèdent les textes ; en France, les textes ont souvent la préséance, et on tend à croire que le vote par le Parlement d'un texte « progressif » coïncide très exactement avec le progrès social.

En Grande-Bretagne, il n'y a pas de texte sur les conventions collectives et aucune procédure ne prévoit « l'extension » obligatoire des conventions collectives à tous les salariés et à tous les patrons : la Grande-Bretagne est pourtant un des pays dans lesquels sont signées le plus grand nombre de conventions collectives. En Suède, il n'existe pas de loi sur les comités d'entreprise, et pourtant ceux-ci ont été mis en place dans toute l'industrie grâce à un accord passé entre les syndicats patronaux et ouvriers. On pourrait multiplier les exemples.

Dans notre pays, on constituerait une bibliothèque avec les lois, décrets et règlements qui n'ont jamais été appliqués et avec leurs inutiles commentaires. Malgré la richesse des textes sur les conventions collectives, celles-ci ne jouent pas le rôle qu'elles ont dans les autres pays développés. Patronat et salariés restent à mi-chemin de la liberté « contractuelle » qu'ils revendiquent et du dirigisme qu'ils condamnent.

Lorsque la loi précède l'expérience, lorsque les formalistes l'emportent sur les empiriques, tout naturellement triomphe le puritanisme doctrinaire.

Qu'un syndicat et la direction d'une entreprise lancent une « expérience », fût-elle timide et limitée, on lui reproche de ne pas être « conforme » à un modèle préfabriqué, généralement inapplicable.

Aussi balançons-nous entre les périls de l'anarchie et les tentations de l'étatisme et passons-nous notre temps à faire et à défaire des lois.

Aussi le syndicalisme doit-il se

garder de ses plus sûrs amis. Rien n'est plus caractéristique que le vote précipité, au début de 1956, de la loi qui étend à trois semaines les congés. On affligerait sans doute les membres du gouvernement à direction socialiste en leur disant qu'ils ont compromis les progrès du syndicalisme libre. Mais ils ont enlevé aux syndicats, qui avaient déjà fait passer cette réforme dans de nombreuses conventions, une occasion de négocier, d'agir, de remporter des succès. Ce qui fut considéré comme un progrès social fut une gaucherie.

Cependant le recul du « légalisme » est certain.

Malgré les réticences du puritanisme doctrinaire, des expériences d'intéressement et de coparticipation sont en cours. La médiation a donné de meilleurs résultats qu'on ne le pensait, grâce à un texte vague qui laisse à l'empirisme sa place. Depuis 1955, le nombre des conventions collectives et des accords augmente, même lorsqu'il n'y a pas de grève préalable. Leurs dispositions dépassent le cadre des salaires, s'étendent à la retraite, aux congés payés, à la productivité. On doit retenir un événement historique : la majorité des adhérents de la C. G. T. oblige, en 1955, la C. G. T. à participer à l'accord Renault.

Il faut souhaiter que l'on aille plus loin encore. En matière de relations industrielles, les textes ne doivent être que des lois-cadre. Le contenu des règles sociales et les détails d'application doivent procéder le moins possible des arrêtés ministériels et des avis du Conseil d'État, le plus possible de la pratique syndicale, de la coutume professionnelle.

Le syndicalisme français est en progrès et l'écart entre notre système de relations industrielles et celui des autres pays développés diminue, mais il persiste encore des retards qui ne sont pas tous rationnellement explicables. La réflexion sur les paradoxes français est utile, si elle nous oblige à constater des faits désagréables et têtus, et nous incite à les réformer.

À l'époque de l'énergie atomique, de l'automatisme et de l'élargissement des perspectives européennes, plus encore qu'au temps de Georges Sorel et de Duguit, il importe que se développe et se fortifie ce syndicalisme « des hommes fiers et libres » auquel rêvait Pelloutier au début du siècle.

Menaces sur

**Encore une génération et le paysan traditionnel n'existera plus.
Que signifie ce phénomène pour notre société moderne ?**

L'AGRICULTURE n'a pas de chance. Régimes socialistes et régime de libre entreprise ont au moins un point commun : leurs difficultés permanentes avec les agriculteurs.

En France, le monde rural est absent des grands courants de l'opinion. Par réaction, ses manifestations prennent un caractère sommaire et négatif : en quelque sorte, il « pleure misère ».

Dans nos écoles, nos universités et nos ministères, les problèmes de la campagne, de l'agriculture, sont à peu près totalement ignorés, éclipsés naturellement par les grandes sphères du progrès, de l'industrialisation, de la croissance de notre monde moderne. Chose plus grave, lorsqu'ils sont évoqués, ils n'apparaissent que sous leurs aspects secondaires ou seulement par les interférences qu'ils peuvent avoir avec les autres secteurs de l'économie ou de la vie politique.

Notre esprit, séduit par les grandes aventures du progrès et de la science, n'a pas toujours la sagesse de rechercher, d'autre part, les forces d'équilibre. Pensons à tous ces pays, toutes ces nations qui en moins d'une vie d'homme ont changé de visage ; à nous-mêmes, qui, après un demi-siècle de malthusianisme, participons à cette frénésie, irréversiblement, et qui modelons par nos actes d'aujourd'hui le visage de notre pays, nos mœurs...

C'est fini. Encore une génération et le paysan n'existera plus. Le choix est déjà fait à cette heure, sans appel. Ainsi peuvent se trouver modifiés les rapports de l'homme et du sol.

En vérité, le confort intellectuel ou le manque d'imagination ne nous permettent pas de mesurer la portée du phénomène. Le paysan, ce type d'homme, semblable à lui-même depuis la plus haute antiquité, responsable de notre civilisation, vecteur de nos richesses passées, va disparaître. Prenons garde, s'ils ont été les gardiens de la nature, les conservateurs du sol, ce commun patrimoine, nous pouvons devenir les enfants du désert, des fabricants de déserts. Ainsi s'opérerait un lent transfert de civilisation, c'est-à-dire le passage de la biologie à la mécanique.

C'est pourquoi l'agriculture, particulièrement dans notre pays, doit se situer dans l'évolution économique et sociologique. Il faut essayer de déterminer non seulement ce que la collectivité attend d'elle en tant que source de richesse, mais aussi comme cadre social. Quel rôle voulons-nous faire jouer, comment entendons-nous utiliser ce qu'il est convenu d'appeler « la campagne », dans notre

avenir ? Que deviendra l'homme de la campagne, le rural, en l'an 2000 ?

Un capital qui se détruit.

La paysannerie a fourni depuis un siècle et continue de fournir une main-d'œuvre à l'industrie, des cadres et des hommes neufs au pays, mais en se détruisant elle-même. Ainsi s'épuise un capital longtemps accumulé.

Ce lent mouvement, cette mutation continue montrent à l'évidence la responsabilité écrasante des autres classes sociales, particulièrement de la bourgeoisie française enfermée depuis un siècle dans le malthusianisme démographique et économique. Ce malthusianisme associé au protectionnisme rigide dont l'agriculture fut entourée ont deux conséquences particulièrement graves :

- la France pourrait avoir 60 millions d'habitants et le même nombre d'agriculteurs qu'aujourd'hui ;
- les agriculteurs seraient capables de nourrir cette population en exploitant raisonnablement notre potentiel agricole.

Au contraire, la France au seuil d'une nouvelle croissance industrielle, en pleine expansion, risque de voir sa population agricole et rurale diminuer considérablement sans pour autant que les agriculteurs qui restent soient capables de maintenir et d'accroître le niveau de la production en augmentant sans cesse leur productivité.

Dans cette perspective, il ne s'agit plus seulement du prix du lait ou de la retraite vieillesse, il s'agit de penser et de construire une politique susceptible de consolider les forces du monde rural, sa présence au cœur de la nation, tout en permettant certains transferts nécessaires et la promotion des hommes qui, au siècle de l'automation, devront encore se pencher sur leur sol et attendre du ciel ses bienfaits ou ses maux.

Quel est de ce point de vue la situation actuelle de l'agriculture ?

La terre désertée.

Trop de polémiques, de procès d'intention se sont noués autour de ce sujet pour qu'il soit passé sous silence. Il constitue sans aucun doute un des aspects les plus caractéristiques et les plus importants de la situation de l'agriculture. Notons d'abord la confusion souvent établie entre l'exode rural et la diminution de la population agricole. Si les deux phénomènes ont des rapports entre eux,

L'agriculture

par J.-M. DAUZIER

Par réaction contre l'indifférence générale, des manifestations sommaires et négatives...

ils ne sont pas inévitablement liés : la diminution de la population agricole peut fort bien ne pas engendrer un exode rural.

La population agricole active de 1921 à 1954 est passée de 4 992 000 à 3 322 000, soit une diminution de 1 670 000 hommes en 33 ans, c'est-à-dire une réduction moyenne de 50 000 hommes par an.

Cette évolution n'est pas spéciale à la France, le même phénomène a été constaté dans la plupart des pays européens.

aboutissent pour l'agriculture à une amputation de 19 % de sa force de travail de 1954, c'est-à-dire une perte d'un million de travailleurs au total.

Cette question a tellement sensibilisé l'opinion agricole que, sans pouvoir contester l'objectivité de l'analyse, certains trouvent parfaitement scandaleux d'énoncer une telle hypothèse. Il faut bien remarquer que, dans cette matière, nous ne possédons pas de documents très précis et d'enquêtes éprouvées nous permettant de suivre dans le détail les phénomènes actuels. La situation est fort différente d'une région à l'autre : l'attraction des entreprises industrielles est, par exemple, d'une intensité incomparable dans la région parisienne et la Bretagne.

Une chose est en tout cas certaine, c'est la rapidité extraordinaire de la diminution du nombre des salariés agricoles, dont le rythme peut être fixé à 10 % par an, c'est-à-dire environ 70 000 travailleurs actifs. Le processus de désertion n'est d'ailleurs pas suffisamment étudié pour qu'il soit possible d'en tirer des conséquences sur le niveau de la production globale.

Là encore nous constatons le manque de fluidité de la population agricole : les salariés agricoles vont petit à petit disparaître des régions riches et bien équipées (Bassin parisien, Nord), alors que la pression démographique en Bretagne, pays de petites exploitations sans salariat, restera approximativement constante. Les salariés partent, les propriétaires et fermiers s'accrochent à leur terre, et, si les Bretons partent, ils choisiront à coup sûr l'industrie et non le salariat agricole.

Les deux systèmes...

Il existe, en simplifiant beaucoup, deux manières d'aborder les problèmes agricoles qui sont, par certains côtés, fort intéressantes l'une et l'autre.

● La première, chère aux économistes et aux planificateurs, peut se traduire de la façon suivante : les besoins alimentaires étant relativement inélastiques, la production agricole, à l'inverse de la production industrielle, ne peut être indéfiniment accrue, et l'activité agricole ne peut pas perpétuellement se reconvertir sur elle-même. Dans ces conditions, le revenu agricole plafonne. Il faut donc rechercher le minimum d'unités de production pour assurer la couverture des besoins (voire l'exportation). Ces unités devront être hautement productives et relativement spécialisées. L'accroissement du revenu brut global ne peut alors être obtenu que par la croissance démographique et l'exportation, mais l'accroissement du revenu des personnes se trouve assuré, et d'une manière beaucoup plus considérable, par la diminution de la population agricole active.

Ainsi la société moderne se caractérise bien, schématiquement, par une forte partie de sa population occupée dans le secteur industriel et les services et une très faible partie dans l'agriculture. Nous sommes dans ce système à l'opposé des économies sous-développées, où le problème est *avant tout* de conserver une agriculture de subsistance à revenus bas, vivant en circuit fermé. La physionomie de l'agriculture américaine suit à peu près ce tracé et confirme la théorie, sous la réserve de deux observations capitales : l'agriculteur américain dispose de grandes surfaces et a longtemps vécu avec une mentalité de mineur, c'est-à-dire

Devant la croissance tentaculaire de la civilisation mécanicienne...

La population totale est, depuis 1900, à peu près constante (40,6 millions à 41 millions).

La population masculine agricole représentait en 1900 47 % du total et 33 % en 1950.

Le malthusianisme démographique est caractéristique, l'agriculture a fourni ce que les naissances des autres secteurs ne fournissaient pas.

Ainsi les perspectives les plus probables pour 1965

a exploité au maximum le sol, épuisé ses réserves en humus (cf. création de la Banque du Sol aux U. S. A.), anéanti une partie de l'immense capital que représentait la terre américaine.

Comme nous le verrons par la suite, les problèmes posés aux agricultures européennes sont un peu différents.

● La seconde manière procède davantage de théories politiques, de réactions sentimentales que de concepts économiques, hormis, bien entendu, la vieille doctrine physiocratique. Elle consiste surtout à réagir contre l'amenuisement de l'importance du monde rural ou paysan au profit des autres secteurs. En reprenant le thème bien connu : « La France est avant tout un pays rural, etc. », les défenseurs de ces thèses posent en principe que le monde agricole doit être maintenu, soutenu, et que toute croissance industrielle n'est saine que dans la mesure où elle permet, même artificiellement, de sauvegarder ce secteur fondamental.

Ainsi faudrait-il poursuivre une relative industrialisation et maintenir un juste équilibre entre les besoins, c'est-à-dire limiter les besoins en produits industriels ou en services, relever les prix agricoles au fur et à mesure que croît le pouvoir d'achat.

Il faut aussi ajouter que, le plus souvent, ces thèses prennent des aspects de politique partisane. Tels sont, par exemple, les multiples essais de création de partis agraires ou partis paysans dont un des thèmes les plus communs est la nécessité d'une plus forte représentation rurale au sein des assemblées.

Une optique réaliste.

Cette seconde manière d'interpréter les faits est de loin la plus répandue dans les milieux agricoles ; toutefois une autre école est en train de naître, qui s'appuie notamment sur les jeunes syndicalistes ruraux. Cette tendance nouvelle est incontestablement plus objective, près des réalités économiques, sans faux-semblants ni fausse sentimentalité.

Une vue du problème agricole et rural en France établie uniquement sur le seul raisonnement économique, tel que celui exposé dans la première thèse, serait fautive.

Il est vrai que le revenu agricole global ne pourra jamais croître dans les mêmes proportions que celui des autres catégories, il est également juste de dire qu'une diminution de la population agricole est inéluctable ; cependant, pour longtemps, coexisteront en France et dans toute la société moderne deux formes d'agriculture :

- une agriculture très productive conduite par des hommes avertis, commercialisant la totalité de ses produits ;
- une agriculture de subsistance à commercialisation intermittente, vivant sur elle-même et cherchant des sources annexes de revenus.

Le but de la politique agricole est de classer le maximum d'exploitations agricoles dans la première catégorie. Cependant, quoi qu'on fasse, une partie importante des entreprises restera dans la seconde.

Que nous enseigne l'exemple américain ?

Aux U. S. A., 15 % des fermes fournissent 90 % de la production agricole commercialisée. Les autres composent ce que l'on pourrait appeler l'agriculture « occupation du sol » par opposition à l'agriculture « exploitation du sol ». Dans

neuf cas sur dix, ces fermes sont tenues par des familles dont la majorité des ressources proviennent de secteurs autres que l'agriculture (retraités, ingénieurs, ouvriers, etc.). En France, où la croissance industrielle n'est pas comparable, les pourcentages prévisibles ne sauraient être identiques.

Les exploitations de type familial resteront et doivent rester la base de notre système de production. Cependant les unes seront productives et « commerciales », les autres resteront des exploitations de subsistance recherchant

... le « paysan » disparaîtra,
mais non les lois de la nature.

leur équilibre sur elles-mêmes ou par des revenus annexes.

La politique agricole doit encourager, seconder, faire prospérer les premières. La politique économique doit tendre à sauvegarder l'équilibre démographique et biologique du monde rural en permettant aux autres de s'équilibrer et de vivre harmonieusement.

Le réveil.

Après cinquante années de stagnation, un des faits

Jules Méline

Ne pas trop produire

... et celles

Pierre Pflimlin

Jouer l'abondance

... deux types d'agric

coexisteront longtem

L'exploitation de subsistance

Les enfants gagnent un salaire au dehors.

dominants de la dernière décade est incontestablement le développement de la production agricole, la modernisation de l'agriculture, l'immense effort technique réalisé.

Ces réalités ont donné aux économistes et aux financiers une idée plus exacte de ce que représente l'agriculture dans l'économie nationale.

Jusqu'alors, d'une façon générale, cette place était méconnue ; il y avait même un certain snobisme à cette négligence. Le ministère de l'Agriculture était un petit univers bien fermé. Le ministère des Finances également impénétrable.

Les choses commencèrent à changer à l'occasion des 1^{er} et 11^e Plans de modernisation et d'équipement, qui classèrent en priorité l'accroissement de la production agricole, au même titre que les grandes industries de base.

Aujourd'hui, grâce à l'impulsion donnée par les plans successifs, à la clairvoyance de quelques hommes d'État, aux positions constructives prises par les organisations professionnelles, le climat a complètement changé.

Un certain nombre de points mis en lumière sont essentiels :

Pour produire assez, il faut produire trop.

Lorsque la consommation de biens élémentaires que sont les produits alimentaires tient une aussi large place qu'en France dans les budgets familiaux, on peut affirmer qu'un des objectifs essentiels de la politique économique, est d'éviter que des tensions inflationnistes se produisent sur les prix agricoles.

La vigilance extrême des gouvernements sur l'indice des 213 articles est à elle seule une preuve suffisante...

La collectivité demande à l'agriculture de fournir aux consommateurs des biens alimentaires en quantité et qualité suffisantes. Cependant, on ne planifie pas la production agricole comme l'industrie sidérurgique. C'est pourquoi, en cette matière, il faut jouer l'abondance.

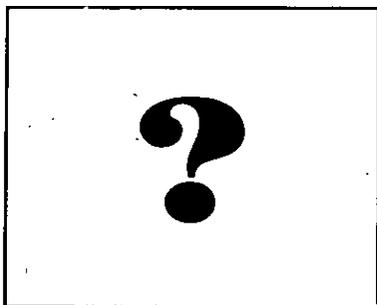
L'abondance sur les marchés agricoles signifie le plus

du passé...

LENTS QUELQUE

Beaucoup protéger

l'avenir...



X...

Former l'agriculteur de l'an 2000

ure, d'âge différent,

encore en France.

L'exploitation hautement productive

Demeurée de structure familiale, elle commercialise toute sa production.

souvent l'effondrement des cours, la baisse du revenu agricole, la diminution cyclique de la production, le découragement des agriculteurs. L'organisation des marchés, le soutien des prix, l'aide financière de l'État sont alors une nécessité absolue.

Combien de fois avons-nous entendu reprocher au monde agricole les subventions considérables qui, théoriquement, lui étaient affectées !

Désormais ce point est éclairci, l'option fondamentale est faite : la collectivité, pour avoir l'assurance anti-inflationniste sur les produits alimentaires qui permettra au pouvoir d'achat de se porter sur d'autres biens de consommation et d'assurer l'expansion économique, doit payer une prime couvrant le risque.

Aux U. S. A., cette prime (soutien des prix) représente environ 5,5 % du revenu agricole.

En France, 3,75 %. Ainsi, en fait, l'agriculture française est moins soutenue que l'agriculture américaine. L'année 1956 a montré d'ailleurs qu'une mauvaise récolte coûte

considérablement plus cher au pays qu'une récolte pléthorique.

Cette garantie donnée aux agriculteurs concernant leurs revenus est d'autant plus bénéfique que tout accroissement des ressources de l'agriculture subit un effet multiplicateur pour l'économie tout entière. L'agriculteur est non seulement un important client de l'industrie, il est aussi le citoyen pour lequel l'accroissement du revenu se traduit par l'accroissement presque identique de l'épargne.

L'agriculture, facteur clé de l'équilibre de la balance des comptes.

Les exportations agricoles ont passé de 97 milliards en 1952 à 193 milliards en 1955, soit près de 100 % d'augmentation.

Pendant que les importations diminuaient de 183 milliards en 1952 à 166 milliards en 1955.

En 1955, la balance agricole devient positive de 27 milliards.

Les objectifs du III^e Plan sont encore plus ambitieux, puisqu'ils envisagent pour 1961 une exportation nette de 100 milliards, soit 350 millions de dollars.

Nous touchons là à un facteur caractéristique de l'économie agricole française par rapport à l'économie agricole américaine.

La France, étant, contrairement aux U. S. A., pauvre en énergie et en matières premières nécessaires à sa croissance industrielle et à l'expansion économique, doit impérieusement avoir une agriculture expansionniste, exportatrice, pour faire face à l'accroissement des dépenses en devises.

Ajoutons à cette remarque importante le fait que, lorsque nous exportons des produits agricoles, ceux-ci représentent à 90 % un gain net en devises puisqu'ils sont tirés de notre sol.

Comme sur le marché intérieur, le problème réside dans l'abaissement des prix de revient afin de réduire au minimum l'aide financière nécessaire à l'exportation.

Mais il en est ainsi : plus un pays est pauvre, plus le dollar est cher.

Accroître encore l'effort.

Ainsi un équilibre tend à s'établir entre les besoins de notre économie et les possibilités de notre agriculture. Si nous reprenons l'hypothèse la plus probable pour 1965, nous voyons : une agriculture amputée de 19 % de sa force de travail de 1954, la nécessité d'accroissement de 30 % au moins de la production globale, une augmentation indispensable de 50 % de la productivité individuelle dans ces six années.

Y parviendrons-nous ? Il ne suffit pas, en effet, de considérer la diminution de la population agricole active comme nécessaire en elle-même, il faut mesurer les conséquences sur le niveau de la production. Les effets sur la production risquent d'être d'autant plus graves que, comme nous l'avons indiqué, l'exode portera d'abord sur les salariés. Sachant que le phénomène de départ est, dans une première phase, irréversible, il faut donc tout mettre en œuvre pour accroître la production agricole.

Ceci nous amène à trois conclusions capitales :

- Accroître encore l'effort d'investissement public (mécanisation, infrastructure, transformation).
- Orienter la production et affecter des objectifs de productions aux grandes régions agricoles, tenant compte de leur structure démographique.
- Relever rapidement le niveau technique des agriculteurs qui restent à la terre.

Cette dernière conclusion mérite une explication : les secteurs de l'industrie et des services qui n'ont pas une croissance démographique suffisante vont sans cesse puiser dans l'agriculture et dans le milieu rural. Ces prochaines années verront encore, si l'expansion économique se poursuit, s'accroître cette force centrifuge.

Cette hémorragie, ce prélèvement continu sur le capital humain de l'agriculture ne se justifie que si la collectivité apporte parallèlement aux agriculteurs qui demeurent toutes les possibilités de développement économique et social.

Chaque jeune agriculteur a droit à la même somme de dépenses publiques pour sa formation et son éducation que les autres jeunes Français ; il en touche à peine le 1/5.

15 % des jeunes ruraux reçoivent actuellement une formation professionnelle valable. Les résultats des examens dans les écoles d'hiver sont lamentables. Plus de 50 % des élèves, qui ont pourtant terminé le cycle primaire et ont suivi des cours agricoles pendant deux ans, ont des moyens intellectuels nuls et sont pratiquement irrécupérables. Ils seront pourtant les agriculteurs en place jusqu'à l'an 2000.

Faire du monde agricole celui des citoyens de 2^e classe est non seulement une injustice intolérable, c'est aussi une impardonnable erreur qui aura les plus lourdes conséquences pour le pays.

C'est pourquoi la diminution de la population agricole n'est un phénomène rationnel et souhaitable qu'à la condition de faire un immense effort de formation et d'éducation populaire dans le milieu rural. Sinon nous risquons de voir la production stagner, puis décroître — conséquence désastreuse pour notre économie.

Les mêmes droits.

Dans la construction de la société moderne, la vie rurale prend à nos yeux une importance considérable. L'homme ne vit pas avec des kilowatts ; une agriculture moderne, des campagnes organisées pour entrer naturellement dans le cycle de la vie des hommes sont la nécessaire contrepartie de la croissance tentaculaire de la civilisation mécanicienne. Il arrivera un temps où les grandes industries seront automatisées, où l'ouvrier en blouse blanche commandant à distance réalisera la transformation de la matière. Dans ce même temps, l'espace interplanétaire sera vaincu, l'atome domestiqué ; pourtant les moissons resteront les mêmes, le blé ne se fera pas en quinze jours, ni le bétail en quelques mois.

Le problème posé aux hommes de notre temps ne sera pas celui du pouvoir d'achat, mais celui du repos ; de la revitalisation. Le cycle ville-campagne doit être le rythme de l'avenir, pour tous.

Il y a enfin notre sol. Un peuple qui laisse mourir ses sols est un peuple qui meurt. Nous disions que le paysan avait été le gardien de ce patrimoine. Demain, quand il aura disparu, l'État devra exercer toute sa vigilance pour éviter que ce capital disparaisse, pour s'opposer à la « fureur d'exploiter ».

L'agriculture française n'est peut-être pas la plus avancée, mais c'est sans aucun doute la plus équilibrée et la plus prospère. La nation lui demande aujourd'hui :

- de lui donner ses fils,
- de produire les biens de consommation alimentaires non seulement en abondance mais au plus bas prix de revient possible,
- d'exporter,
- d'épargner.

Elle lui demande aussi de conserver le patrimoine de notre sol et sa richesse, demain d'être la plus vivante cellule du monde rural où viendront se refaire des hommes neufs.

Ces devoirs imposés à l'agriculteur ne lui donnent pas plus de droits que chaque citoyen, mais ils lui permettent d'exiger les mêmes.

Y a-t-il une crise du patriotisme ?

UN DIALOGUE ENTRE EDMOND MICHELET, RENÉ REMOND ET MARC SCHERER

L A guerre d'Algérie, en se prolongeant, tend à renforcer l'âpreté de nos querelles politiques. S'agit-il d'une agitation éphémère ? Ou ces troubles de surface trahissent-ils une crise en profondeur, sensible chez les jeunes et plus particulièrement au sein de la jeunesse chrétienne ?

Que pensent du conflit qui semble parfois les opposer ceux pour lesquels morale et patrie peuvent imposer des exigences contradictoires, et ceux dont le seul recours, face aux événements actuels, consiste à afficher un durcissement forcené de leur patriotisme ?

« France-Forum » a interrogé sur ce problème Edmond Michelet, ancien ministre, gaulliste et résistant de la première heure, René Remond, directeur d'études à la Fondation des sciences politiques et historien de qualité, ainsi que Marc Scherer, ancien député M. R. P. de la Haute-Marne et, comme le précédent, ancien dirigeant de mouvements de jeunesse.

Tout recommence...

Edmond MICHELET : La crise du patriotisme ? Y a-t-il vraiment une crise ? Est-elle indéniable ? Beaucoup en semblent persuadés. J'en suis moins sûr...

René REMOND : On dirait mieux peut-être que toutes les notions sont sujettes à révision. Au surplus, crise n'est pas synonyme de déclin.

Marc SCHERER : Rien n'est figé... et tout recommence. Ceux d'entre nous qui ont derrière eux une trentaine d'années d'action militante n'ont pas oublié que, dès avant les années 1930, il y avait une querelle, et très âpre, sur la meilleure manière d'aimer sa patrie. Les maurrassiens d'alors reprochaient aux « rouges-chrétiens » qu'ils prétendaient que nous étions de manquer au culte de la Patrie. La dispute n'était pas verbale, ni d'ordre sentimental. Elle mettait en cause des valeurs. Pouvait-on dire qu'il y avait à ce moment-là une crise du patriotisme ?

Edmond MICHELET : S'il y avait à ce moment-là crise, c'était plutôt une crise du nationalisme. La question du patriotisme ne peut être discutée qu'entre hommes qui, à une certaine époque, ont répondu à certaines exigences. Aujourd'hui surtout, on n'en peut parler en faisant abstraction de la Résistance. Par exemple, quels que soient les désaccords que l'on doive parfois marquer avec nos amis de *Témoignage Chrétien*, on sera toujours cent fois plus près d'eux que des nostalgiques nazis de *Rivarol*... Mais ce qu'il faudrait élucider, c'est pourquoi il y a aujourd'hui une sorte de pudeur du patriotisme.

Marc SCHERER : Une pudeur faite de ressentiment et de déception, surtout chez les jeunes...

René REMOND : C'est vrai, mais il ne faut pas oublier que, pour les jeunes de 1957, la Résistance n'est plus qu'une tradition orale, une connaissance livresque...

Marc SCHERER : Si l'on veut, mais c'est dommage. Car la Résistance a d'abord été le refus d'une certaine conception de la vie, pour soi et pour la patrie...

Edmond MICHELET : Oui, et, en 1940, la Résistance a été aussi un acte d'opposition à ce que l'on désigne sous le nom de fascisme...

Quand j'ai lancé les deux premiers tracts de la Résistance, en juin 1940, c'était pour traduire notre premier réflexe : « Si nous avions eu devant nous un ennemi qui se serait appelé Bismarck ou Guillaume II, nous nous serions dit : « Nous avons fait tout ce qu'il a fallu pour en arriver là, et nous attendrons donc un nouveau Foch. » Mais nous avons affaire cette fois à un ennemi qui en veut à nos *raisons de vivre*. Devant cette menace directe à notre civilisation et aux valeurs spirituelles auxquelles nous croyons, nous disons : non, à aucun prix... »

La formule de *Combat* : « De la Résistance à la Révolution » m'a toujours paru erronée. C'est « De la Révolution à la Résistance » qu'il aurait fallu dire pour exprimer la réalité.

L'Algérie au centre de la crise

René REMOND : Cette distinction est très importante. Dans la Résistance, nous nous battons à la fois contre une domination étrangère et contre une idéologie. C'est en ce sens que la Résistance a été un réflexe de patriotisme... Et, comme la Résistance a été le refus d'une philosophie, et donc l'affirmation d'une philosophie contraire à celle de l'« État français », elle a une valeur universelle et permanente.

Mais, si nous sommes attentifs à ce qui se passe aujourd'hui, ne croyez-vous pas que le malaise actuellement observé chez les jeunes, jusque dans leur attitude à l'égard de la patrie, tient à la réponse qu'ils doivent donner à cette question : « Va-t-on adhérer à la résistance algérienne ?... »

Marc SCHERER : Je n'aime pas beaucoup le rapprochement entre la rébellion algérienne et la Résistance française.

René REMOND : Mais les réactions contre les tortures procèdent d'un esprit très proche...

Edmond MICHELET : Bien sûr ! la Résistance a été une opposition à tout ce qu'il y avait d'inhumain dans le nazisme. Les tortures étaient ordonnées, voulues par les nazis, organisées par leur système. On n'en peut tout de même pas dire autant des cas de tortures dénoncés en Algérie.

Quand Pierre-Henri Simon a publié son livre, je lui ai écrit : « Vous avez fait votre métier. Mais on fait de votre livre une exploitation politique, bien que, je l'admets, vous ayez attendu pour le publier la fin de la session de l'O. N. U. »

Marc SCHERER : Il est bien certain que l'affaire d'Algérie aggrave le désarroi de la jeunesse, de celle au moins qui s'intéresse au bon renom de la France...

Edmond MICHELET : J'ai été témoin d'une discussion entre Louis Terrenoire et Joseph Rovani, de *T. C.*, sur les tortures en Algérie. Ils ne semblaient absolument pas d'accord sur le problème. Or tous deux ont fait la même expérience des tortures de la Gestapo et en portent encore les traces... J'en conclus au moins que le sentiment patriotique n'est évanoui ni chez l'un ni chez l'autre. Si je m'inquiète toutefois du développement de ce débat en public, c'est que j'estime dangereuse l'exploitation qui en sera inmanquablement faite, aussi bien par les ultras de l'anti-terrorisme que par les communistes...

Marc SCHERER : On ne peut empêcher les gens de parler, et encore moins les écrivains d'écrire... Au surplus, les excès, sévices, tortures ne seraient pas moins odieux si on n'en parlait pas ou si d'en parler n'était pas le privilège quasi exclusif de la presse qui en veut à M. Lacoste. Je fais tout de même une grande différence entre le petit livre de Pierre-Henri Simon, tout de noblesse et de droiture, et le « montage » du « lieutenant en Algérie », qui dit lui-même avoir « transposé » tous les éléments de ce qu'il appelle un « récit »...

Edmond MICHELET : Personne n'a dit que les faits relatés par J.-J. S.-S. étaient faux...

Marc SCHERER : Je ne le dis pas non plus, d'autant que je n'ai aucun moyen de contrôle... Mais je me demande si J.-J. S.-S. a seulement voulu soulager sa conscience...

Edmond MICHELET : C'est probablement aussi une opération politique. Si P. M.-F. était resté au gouvernement, J.-J. S.-S. n'aurait vraisemblablement pas publié ses articles. Affreuse servitude du régime des partis.

René REMOND : Ça aurait été fait par les socialistes... Mais ils s'en seraient tirés avec moins de talent !

Marc SCHERER : Laissons alors les aspects polémiques de l'opération. Je ne mets pas en doute le patriotisme du « lieutenant ». Admettons qu'il nous offre un récit de faits exacts que le montage rend parfaitement invérifiables. Mais les faits sont réels.

René REMOND : Sous un aspect romancé...

Marc SCHERER : « Romancé » est dur... Il est vrai que le roman est, par définition, une transposition du réel... Quoi qu'il en soit, j'aime mieux la manière de Pierre Pflimlin, qui, sans étalage publicitaire, va porter au Président du Conseil un dossier de faits contrôlés, circonstanciés et présentés sans « montage ». M. Pierre Pflimlin est-il moins bon patriote parce qu'il ne traîne pas dans la boue le gouvernement de son pays ?

René REMOND : Pierre Pflimlin a accès à la Présidence du Conseil. Tous n'ont pas ce privilège, et l'appel direct à l'opinion publique reste le seul recours pour les citoyens ordinaires et le seul moyen pour eux de se faire entendre.

Edmond MICHELET : Pierre Pflimlin n'aurait sans doute pas fait sa démarche si J.-J. S.-S. n'avait pas écrit.

Marc SCHERER : Est-ce tellement évident ?

Edmond MICHELET : En tout cas, si, avant de se lancer dans l'aventure de l'affaire algérienne, on avait mesuré sa gravité, on aurait pensé qu'elle ne pouvait se concevoir qu'avec l'adhésion de la nation tout entière.

Marc SCHERER : On aurait dû alors penser aussi à faire l'économie de quelques sottises préalables, en particulier celles qui ont été proférées par le Front Républicain pendant la campagne électorale. Il a fallu le 6 février d'Alger pour que Guy Mollet s'avise qu'il ne s'était pas mis sur la bonne voie et qu'il s'imposait à lui comme un devoir de faire ce qu'il avait juré qu'il ne ferait pas...

Edmond MICHELET : Oui, mais il est important de préciser que les socialistes, ayant reçu en héritage l'affaire algérienne, n'ont pas pu faire autrement que de la poursuivre dans le style traditionnel aux « opérations » de ce genre...

Les socialistes, les curés et les scouts.

Marc SCHERER : C'était évident d'avance, mais on n'en comprend que mieux le désarroi de beaucoup de Français, surtout des jeunes, naturellement confiants et généreux, qui ne savent plus pour quelle politique ils sont censés avoir voté et qui découvrent qu'il n'y avait pas de politique de rechange...

Edmond MICHELET : Les socialistes ne sont pas moins décontenancés. Ils viennent de découvrir la prise de conscience des catholiques devant le problème algérien. Ils ne sont pas encore habitués

Marc Scherer

Une patrie qui ne servirait plus les valeurs qui lui ont été confiées mériterait-elle d'être aimée ?

à voir comme ils disent « les curés et les scouts » faire un métier que les socialistes faisaient autrefois dans des circonstances analogues !

Marc SCHERER : Tout cela donne peut-être à penser que les idées sont un peu brouillées, mais pas que le patriotisme soit en crise.

René REMOND : Je crois au contraire que les jeunes sont très attachés au sentiment patriotique. Il y a comme un réflexe biologique qui les rend plus sensibles au fait d'appartenir à la communauté nationale. Après 1947, il y a eu un réveil très net du sentiment patriotique. Relâchement ensuite, quand certains ont pris conscience pour la première fois des dépendances de la France, dans l'ordre économique ou militaire. Maintenant on redécouvre l'originalité de la France.

Edmond MICHELET : La jeune génération est tout de même victime de ce fait que le patriotisme français est comme abandonné à lui-même. Le Russe, l'Allemand, l'Anglais, l'Américain sont tenus et encadrés par des structures institutionnelles qui donnent un contenu au sentiment patriotique...

Marc SCHERER : Patriotisme dirigé ?

Tort ou raison, ma Patrie !

Edmond MICHELET : Non, certes, ce pourrait être dangereux ! Mais, tout de même, que fait le gouvernement depuis dix ans ? Un État devrait faire toucher du doigt aux Français ce que représente la France dans le monde d'aujourd'hui. A Lisbonne, quand deux bataillons s'embarquaient pour Goa, le ministre de la Défense nationale était là, et tout Lisbonne dehors pour les accompagner jusqu'au bateau. En France, personne n'a accompagné les bataillons partant pour l'Indochine.

Marc SCHERER : La guerre d'Indochine était quasi clandestine... Ce qui explique bien des choses...

Edmond MICHELET : Pour moi, le patriotisme ne se discute pas. J'aime la définition anglaise : *Right or wrong, my country !* J'aime aussi qu'en Amérique, dans toutes les écoles, les classes commencent par le salut aux couleurs. On dira que ça fait assez style « Révolution nationale », mais cela montre surtout qu'il y a un minimum de patriotisme qui va sans dire et mieux encore en le disant.

René REMOND : Une certaine liturgie du patriotisme est sans

René Remond

Ce n'est pas le sentiment patriotique qui est en cause, mais les moyens d'y faire honneur.

doute nécessaire, mais c'est un fait que les jeunes sont plutôt prévenus contre elle. Cela ne me paraît pas menacer l'essence du patriotisme. Il faudrait noter aussi que le patriotisme français n'a pas le même âge que celui des États-Unis ou de la Russie.

Marc SCHERER : L'amertume que ressentent les jeunes n'est pas un signe de décadence du sentiment patriotique. C'est plutôt le signe d'une revendication de noblesse. Ce qu'ils récusent, ce n'est pas la France telle qu'ils l'aiment, c'est le visage que lui font montrer ceux qui la gouvernent, et singulièrement quand il s'agit de ce qu'on appelle la « pacification » en Algérie. Ce qu'ils veulent, c'est qu'on leur rende une image d'une France digne d'être aimée... et qu'ils aimeront aimer.

Edmond MICHELET : Rendre aux Français une image de la France digne d'être aimée, c'est d'abord refaire des institutions qui permettent à la France une politique de grandeur.

René REMOND : Beaucoup de choses, depuis longtemps, ont contribué à la faillite de la politique de grandeur. Et, maintenant, rien n'est plus irritant que les commentaires de la radio sur les événements politiques et ne semble plus médiocre aux jeunes. Il reste tout de même que, contrairement à ce qu'on croit, la France se tient mieux que l'Angleterre, où, dit-on, on a vu des réservistes refuser de s'embarquer pour Chypre...

Edmond MICHELET : ... Et qui a offert la tête d'Eden à Nasser ! Pendant la session de l'Assemblée de l'O. N. U. sur l'Algérie, la délégation française a gagné la partie parce qu'elle a fait bloc derrière le gouvernement. J'ai eu l'occasion de le dire à ceux qui s'en étonnaient : il suffirait aujourd'hui que Nasser nous demande la tête, non pas de Guy Mollet, mais de Thorez même, si, ce qu'à Dieu ne plaise, il était chef de gouvernement, pour que toute la délégation se batte ici pour défendre Thorez !

René REMOND : *Le Right or wrong, my country* se récite en anglais, mais se pratique en français !

Marc SCHERER : Est-ce, alors, que le patriotisme est une sorte de foi robuste, instinctive, irrationnelle ?

Edmond MICHELET : Je n'aime guère qu'on cherche à définir le patriotisme. Car il me paraît évident qu'il comporte une part d'irrationnel.

Marc SCHERER : Il serait mieux, surtout pour notre propos actuel, de situer la recherche sur le plan des valeurs. Dans la mesure où l'on décèle une crise du patriotisme, c'est surtout parce

Edmond Michelet

Privé des institutions nécessaires, le patriotisme français est comme abandonné à lui-même.

que beaucoup de Français s'interrogent sur les valeurs que l'on veut incarner ou que l'on voit incarnées dans cette patrie qu'on appelle la France. Quand on a un peu vécu à l'étranger, on s'aperçoit bien que la France est considérée comme une patrie spirituelle commune à tous les hommes qui respectent et honorent certaines valeurs. On la juge sévèrement quand elle paraît s'écarter de cette vocation. Ces valeurs ont un caractère absolu, transcendant à la patrie elle-même. Comme les patries appartiennent à l'histoire et qu'il n'y a pas d'absolu en histoire, une patrie qui ne sert plus les valeurs qui lui ont été confiées ne mérite plus d'être aimée... Tout cela n'est pas toujours formulé en termes explicites...

Fidélité à la Patrie spirituelle.

René REMOND : J'adhère pleinement à ce que dit Marc Scherer. Il y a beaucoup d'affirmations fondamentales implicites dans le sentiment patriotique. Il faudrait peu de chose pour provoquer une adhésion volontaire et réfléchie au patriotisme.

Edmond MICHELET : Il n'en demeure pas moins regrettable de donner aujourd'hui le spectacle d'une patrie tiraillée, qui étale constamment ses hésitations, ses querelles. Je plains cette patrie française d'être privée des institutions qui la feraient peut-être mieux aimer.

Marc SCHERER : On en revient toujours à l'idée de la vocation des patries, et singulièrement de la France. L'amour vrai de la patrie consiste à vouloir le bien de cette patrie conformément à l'idée qu'on s'est formée de sa vocation, de sa manière propre de témoigner pour une certaine idée de l'homme et de la Cité, de l'homme dans la Cité, de l'homme au service de la Cité et d'une Cité au service de la famille humaine.

René REMOND : C'est justement sur ce « bien » que l'on veut pour la France que les Français discutent. On y verrait plus clair si la question algérienne était moins trouble...

Edmond MICHELET : La génération de la Résistance est partie sur un texte de Péguy. Il s'appliquait en 1940, il s'applique encore maintenant : « La France a une double vocation à remplir dans le monde : sa vocation de chrétienté et sa vocation de liberté. » Les Français veulent que leur patrie soit fidèle à ces deux vocations.

René REMOND : Cela ne met pas en cause l'existence du sentiment patriotique, mais peut-être les moyens d'y faire honneur...

Théâtre

● « LE FAISEUR » DE BALZAC

Avant de partir sur les routes de France, d'Europe et d'Amérique, le Théâtre National Populaire nous a offert avec *Le Faiseur* de Balzac un remarquable et séduisant spectacle. Jean Vilar ne pouvait mieux fêter son heureux maintien pour six nouvelles années à la tête du T. N. P. Pièce insolente, pétillante d'intelligence, de vie, d'ironie, œuvre solide, *Le Faiseur* fut créé en 1851, un an après la mort de Balzac. Il a été tiré de l'oubli par Dullin en 1935 et il est repris aujourd'hui dans une version alerte et incisive par Jean Vilar, qui a supprimé du texte original les longueurs qui l'alourdissaient.

Le Balzac du *Faiseur* fait songer par instants à Molière, à Beaumarchais, à Le Sage, il annonce Becque et Mirbeau, mais il est avant tout fidèle à lui-même, c'est-à-dire au moraliste sans illusion de *La Comédie Humaine*. Cette pièce est une des premières dans l'histoire du théâtre français où l'argent, la spéculation, la bourse, le crédit sont le centre et le nœud de l'action.

A la faveur de l'histoire de Mercadet, brillant et imaginatif faiseur, traqué par ses créanciers et acculé à monnayer le mariage de sa fille pour payer ses dettes, Balzac présente une extraordinaire collection d'affairistes, usuriers hypocrites, aigrefins cyniques, dandys indécents, financiers sans scrupule pour qui vivre, c'est spéculer, agioter, trafiquer. Dans cette œuvre qui n'est pas seulement la peinture d'un milieu et d'une époque, mais une grande comédie de caractères, l'auteur n'épargne pas davantage le monde de la politique que celui des affaires, et les dures vérités qu'il proclame ont conservé toute leur actualité. Ainsi, cette réplique est-elle très applaudie par le jeune public du T. N. P. : « Nous avons en France une carte de principes politiques aussi variée que celle d'un restaurateur. Je serai socialiste. Le mot me plaît. A toutes les époques, mon cher, il y a des adjectifs qui sont le passe-partout des ambitions ! Avant 1789, on se disait économiste ; en 1805, on était libéral. Le parti de demain s'appelle social, peut-être parce qu'il est insocial : car, en France, il faut toujours prendre l'envers du mot pour en trouver la vraie signification !... »

Jean-Paul Moulinot et Jean Vilar, dans le *Le Faiseur*

Le monde des affaires vu par un moraliste sans illusions.

Grâce à la vivacité des dialogues, l'intérêt ne faiblit pas un instant ; les réparties fusent impertinentes, cruelles, brutales ; les personnages apparaissent dans un éclairage impitoyable avec leur égoïsme, leurs vices, leurs louches combinaisons. L'innocence d'une jeune fille, l'honnêteté d'une femme sont les seules douceurs au milieu de tant de rouerie et de canaillerie.

Abandonnant le style réaliste, Vilar donne à la pièce un ton désinvolte, un rythme de ballet qui ne diminuent pas le mordant de la satire et s'accordent avec bonheur aux rebondissements de l'action et aux jongleries financières de Mercadet.

Jean Vilar est éblouissant d'aisance, d'entrain et de faconde dans le rôle du faiseur, et tous ses camarades sont excellents. Décors et costumes de Gishia évoquent très agréablement le temps de Louis-Philippe et de Guizot.

Quelques années après les représen-

tations de Dullin à l'Atelier et à Sarah-Bernhardt, *Le Faiseur* triomphe sur la scène du Palais de Chaillot. Quelle revanche pour Balzac, auteur dramatique méconnu de ses contemporains !

Henri BOURBON.

Cinéma

● JAMES DEAN ET LE GÉANT

Avant que d'avoir vu le film de George Stevens, les clubs des fanatiques de James Dean et la multitude de ses admirateurs s'emparent du titre et l'annexent tout naturellement au nom de leur idole. Même si, cette fois, il n'a pas le premier rôle, James Dean réussit, comme dans ses incarnations précédentes, à donner à son personnage de jeune cow-boy texan un relief extraordinaire : il s'était emparé avec enthousiasme du grand

- "Le Faiseur", d'Honoré de Balzac, au Théâtre National Populaire.
- "Géant", un film de George Stevens, avec James Dean.
- "Depuis Bonnard", une exposition au Musée d'Art Moderne.
- Le disque du mois : "Requiem allemand", de Johannes Brahms.

chapeau, des bottes à éperons étoilés, de l'accent traînant et, pour tout dire, de la forte personnalité de Jett Rink, peut-être parce qu'il ressemblait comme un frère de la grande ville à ce petit paysan pauvre et humilié qui, au prix d'un labeur accablant, devient roi du pétrole et, ayant satisfait son ambition, sombre dans l'alcool parce que tous les dollars du monde ne l'ont pas fait aimer de Leslie (Elizabeth Taylor), la femme de son patron le rancher Bick Benedict (Rock Hudson). Acteur géant par l'étendue de ses registres d'expression et sa capacité de paroxysmes, James Dean a fait de l'arriviste forcené, envieux et raciste, un autre géant, et il nous le rend sympathique parce que ses excès et ses injustices procèdent très nettement d'une souffrance terrible devant le mépris du fils de pionnier, nanti héréditaire. James Dean ne schématise pas son personnage : ce solitaire était un attentif qui excellait dans la peau d'un attentif. Les scènes où il apparaît sont, sans aucun doute, les meilleures du film : il y déploie sa science ou plutôt sa conscience extraordinaire des nuances infinies du silence, un art incomparable de l'hésitation et de la réflexion, le sens du geste qui révèle un sentiment intense. Par exemple, la séquence où, le rancher offrant de lui racheter au

double de sa valeur le petit terrain dont il vient d'hériter, le jeune cow-boy soupèse en lui-même le pour et le contre, et finalement refuse, est un chef-d'œuvre. Autres beaux moments où le double géant James Dean-Jett Rink s'affirme dans sa grandeur et sa fragi-

d'habileté que de générosité : et l'on s'aperçoit finalement que le Géant, le héros multiple du film, c'est le plus vaste des quarante-huit États, le Texas.

C'est trop long ? Un peu. Mais, en trois heures vingt, quel fabuleux voyage dans la géographie, dans l'histoire, dans

Le Dépiquage de la Brunie, par Jacques Villon

Composition par l'esprit de nos sensations colorées ou linéaires

lité : le jaillissement subit du pétrole à 15 mètres de haut, auquel il s'expose en riant, bras en croix, vainqueur après toutes sortes d'efforts et de privations; et, vingt ans après, l'effondrement du magnat du pétrole ivre-mort, en pleine gloire, devant la foule des invités riches-simes qui sont venus lui faire leur cour.

Par James Dean et son rôle, il y a du *Citizen Kane* dans ce film, lequel contient bien d'autres histoires d'égale importance et mériterait, lui aussi, le titre de géant : George Stevens est parvenu à tout montrer des vingt années de progrès et de rivalités qui ont transformé le Texas de steppe à troupeaux en forêt de derricks. La rudesse et la richesse des ranchers, qui possèdent parfois encore jusqu'à 250 000 hectares, la triste condition sociale des familles d'ouvriers mexicains, la fièvre du pétrole, le racisme et l'anti-racisme, l'étendue désolée du désert kaki, tous les visages du Texas nous sont offerts avec autant

la sociologie ! Il faut avoir l'âme bien petite pour ne pas admirer ce souffle, ce sens du témoignage. Après *Attaque*, *Le Sel de la terre*, *Géant*, nous trouvons bavards, prétentieux et futiles les films français qu'on nous propose en ce moment.

Jean-Marie DAILLET.

Expositions

● DEPUIS BONNARD

Renaissance, vers quel classicisme ?

La peinture moderne est une aventure plus pathétique encore que l'aventure de la Renaissance. Comment n'en être pas saisi en parcourant l'exposition admirable qui, au Musée d'Art Moderne, s'intitule modestement (ou avec orgueil) *Depuis Bonnard* ! Ces œuvres, toutes venues de collections privées, sont de qualité. Chaque peintre ou presque y est représenté par le meilleur de soi. Tant

James Dean, dans le Géant

Un registre géant d'expression

Disques

de beauté oppresse même. Quiconque est sensible à la peinture ne passe pas sans heurt de Dufy à Soutine, de Villon à Buffet, de Bonnard à Miro, de Rouault à Modigliani, de Matisse à Gruber.

Cette époque est trop riche — riche jusqu'à la contradiction. Forêt quaternaire, grosse de toutes les espèces futures, mais de ces phyla disparates lequel sera porté jusqu'à la perfection d'un nouvel art classique ? Quels seront les lendemains de ces fauvismes, de ces expressionnismes, de ces surréalismes, de ces abstractions ? Voilà l'aventure : l'aventure spirituelle d'un monde où toutes les données sont remises en question. La peinture contemporaine « esquisse à la hâte, avec divergence, plusieurs définitions de l'homme, et ces figures successives superposées sont « peut-être les expériences préliminaires d'une réussite », écrivait déjà avant guerre Henri Focillon. A ce « peut-être », substituons une certitude.

Plusieurs définitions de l'homme ? Disons plutôt plusieurs expressions de l'homme. Comme le remarque M. René Huyghe, cet art, caractérisé par l'abandon de tous les didactismes, se distingue par son sensualisme (et déjà Cézanne — Cézanne le constructeur — disait apporter « une petite sensation ») : outrance de la sensation dans le fauvisme ou l'expressionnisme, « composition par l'esprit de nos sensations colorées ou linéaires » dans le cubisme ou même l'abstraction. N'assiste-t-on pas à cette composition dans la si belle toile de Villon, *Le Dépiquage de la Brunie* ? Ainsi, par des sensations exaltées ou plastiques (voire même véridiques), les peintres contemporains reconstruisent-ils le monde, mais sous le signe continu de l'irréalisme.

La rançon de tant de richesses : quelque chose de tendu, d'outré dans la conviction. Je l'ai dit : cette avalanche de beautés oppresse.

« Toute œuvre d'art, écrit Valéry, est une revanche contre le sort. » Notre peinture ne l'est-elle pas ? Elle crie le mot de Vlamincck : « Je n'ai confiance qu'en moi. » Elle proteste contre le collectivisme et ses disciplines. Staline était logique en la proscrivant, car elle l'insulte. Elle est culte de l'individuel, du personnel. Elle est aussi (et c'est la joie de cette exposition) dans la ferveur de mille recherches contradictoires, frayant des routes vers les horizons opposés, comme un grand hymne de jeunesse. Qui sait si dans trois siècles on n'appellera pas aussi notre temps douloureux une Renaissance.

GEORGES LE BRUN-KÉRIS.

● Le disque du mois :

UN REQUIEM ALLEMAND

DE JOHANNES BRAHMS

Johannes Brahms fut révélé par Schumann et consacré par son *Requiem allemand* en cette soirée du 10 avril 1868 où l'œuvre était exécutée à Bremen devant toute l'Allemagne musicale. Brahms avait commencé neuf ans plus

Johannes Brahms

« Ta mort est douce et ta tâche est remplie »
(Mussel)

tôt la partition qui, malgré son titre, ne comporte aucune des prières des morts habituellement employées. Le choix des textes dans l'Ancien et le Nouveau Testament, et de la langue allemande, en font une œuvre essentiellement protestante. Les sept parties de l'œuvre décrivent les misères et la brièveté de la vie terrestre, les félicités promises par la vie éternelle, les joies qui suivront la résurrection des corps. Musicalement, le sentiment dominant n'est pas la terreur et l'effroi comme dans certains requiems, mais la douceur, la tendresse et l'amour.

Brahms n'a été remis à sa juste place que depuis quelques années, mais, si maintenant tous les mélomanes connaissent parfaitement ses concertos et ses symphonies, trop encore ignorent le *Requiem allemand*, un des points culminants de la musique du XIX^e siècle. Le disque ne l'oublie pas : après les trois versions dirigées par Georges Solti,

Marcel Couraud et Fritz Lehmann, et surtout le magnifique enregistrement 78 tours de Karajan, voici un nouveau disque édité par Pathé-Marconi et qui nous semble surpasser les trois autres réalisations longue-durée. Les atouts de cette version sont nombreux et en particulier : une direction ferme et fougueuse de Rudolf Kempe, les voix éblouissantes d'Élisabeth Grummer et de Fischer-Dieskau, une prise de son très soignée.

Ne quittons pas Brahms sans signaler le très bel enregistrement de la *Quatrième Symphonie* dirigée par le grand Toscanini que vient d'éditer R. C. A.

NOTRE SÉLECTION.

● BACH. — Le « cantor » de Leipzig reste toujours à l'honneur. Signalons particulièrement quatre grands préludes et fugues joués à l'orgue par Gaston Litaize (1), et les *Première et Troisième Sonates* pour violoncelle et clavecin interprétées par Étienne Pasquier et Laurence Boulay (1). A ceux qui désireraient les trois *Sonates* pour violoncelle et clavecin, mentionnons l'enregistrement de la *Deuxième Sonate* par Piatigorsky et Berkowitz; mais la forte personnalité de Piatigorsky et l'emploi du piano à la place du clavecin donnent, à mon sens, une version un peu moins équilibrée.

Dans la collection « Classiques pour tous » (2), Eugène Ormandy dirige la transcription pour orchestre de la *Toccata et Fugue en ré mineur* et du choral *Jésus, que ma joie demeure*.

Rappelons enfin le *Magnificat* dirigé par Ferdinand Leitner (3), dont les seuls noms des solistes (Martha Schilling, Heinz Marten...) sont un gage de qualité.

● Francis POULENC. — Qui aime les *Mamelles de Tirésias* doit écouter *Le Bal masqué* (4), autre visage de l'auteur du *Dialogue des Carmélites*. L'enregistrement est bien servi par Pierre Bernac et Louis Frémaux au pupitre.

● Darius MILHAUD. — *Le Château du feu* (5), sous la direction de Charles Bruck, est une des dernières œuvres de Milhaud écrite à la demande du « Réseau de Souvenir » sur un texte bouleversant de Jean Cassou.

CLAUDE SAMUEL.

1. — Erato.

2. — Philips.

3. — Archi-Produktion.

4. — Vega.

5. — Chant du Monde.

DESTIN DU CATHOLICISME FRANÇAIS ⁽¹⁾ de Adrien DANSETTE

Venant après son *Histoire religieuse de la France contemporaine*, le nouvel ouvrage de M. Dansette tente de dégager les orientations générales du catholicisme français au cours des trente dernières années et d'analyser les crises actuelles. L'entreprise revenait à faire de l'histoire dans le présent. Il faut louer l'auteur pour son courage et lui accorder le crédit qui est dû à la recherche objective.

Le fait fondamental de l'époque est la déchristianisation, marquée surtout dans le monde ouvrier et dans certaines régions rurales de la France. Le pressentiment de ce phénomène provoque entre 1926 et 1940 la naissance et le développement de l'Action catholique. Une prise de conscience plus brutale de la situation se trouve, à partir de 1944, à l'origine du mouvement missionnaire. M. Dansette retrace les évolutions parallèles, quoique décalées dans le temps, de l'une et de l'autre, dont les crises de 1953 et 1956 sont la plus récente étape.

Au milieu des perturbations de tous ordres qui succèdent au conflit de 1914-1918, affectant les structures économiques et sociales au même titre que les cadres des existences individuelles, l'idée s'affirme du rôle qui revient aux laïcs dans la sauvegarde et le développement des valeurs spirituelles et l'édification d'une société chrétienne. De cette doctrine, qui reçoit les encouragements de Pie XI, se réclament les divers mouvements spécialisés d'Action catholique, constitués au cours des années 1926-1930, aux succès inégaux, et qui s'efforcent de promouvoir un apostolat chrétien dans les différents milieux de travail. Ces mouvements se créent dans le sein et sous l'égide de l'A. C. J. F., qui a hérité de l'esprit du catholicisme social, tandis que subsistent parallèlement des mouvements non spécialisés, plus attachés aux structures traditionnelles.

Les mouvements d'Action catholique sont diversement affectés par la guerre de 1939-1945. Ce dernier conflit est à l'origine d'une autre forme d'apostolat, celle-là réservée en principe aux clercs, le mouvement missionnaire. Le livre de l'abbé Godin, les expériences effectuées par des prêtres en milieu ouvrier dans le cadre du S. T. O. en Allemagne provoquent chez certains membres du clergé la prise de conscience de l'inadaptation de la paroisse à l'évangéli-

sation des milieux déchristianisés et de la nécessité de la pénétration de ces milieux par l'intérieur. Les étapes principales du développement du mouvement missionnaire sont la création, dès avant la fin de la guerre, du séminaire de la mission de France à Lisieux, l'institution, en juillet 1944, de la mission de Paris, bientôt suivie de l'apparition des premières communautés extra-paroissiales, les expériences de réforme paroissiale, dans un sens communautaire en milieu urbain et rural, les tentatives faites par certains ordres religieux en milieu populaire, la multiplication, à Paris et en province, du nombre des prêtres ouvriers. Sur le plan doctrinal, le document essentiel est la Lettre pastorale du cardinal Suhard de 1947 : « Essor ou déclin de l'Église », qui préconise, entre le modernisme et l'intégrisme dont les erreurs se rejoignent, un apostolat d'incarnation par un témoignage de présence spirituelle dans l'engagement temporel.

C'est la nature et la portée de cet engagement qui donnent lieu aux inquiétudes de l'épiscopat et du Saint-Siège. Il arrive que la découverte des conditions de vie et de travail du monde ouvrier, et plus encore des valeurs authentiquement chrétiennes de charité et de solidarité qu'il dissimule, ainsi que de ce patriotisme spécifiquement ouvrier, orienté vers la libération du prolétariat, amène les prêtres se livrant à l'action missionnaire à un engagement temporel allant, au delà de l'adhésion syndicale, jusqu'à l'action politique dans le sens de la lutte des classes, contraire à la doctrine évangélique. Leur vie sacerdotale s'en trouve dangereusement affectée. L'esprit qui tend à prévaloir, aussi bien chez certains prêtres ouvriers qu'au séminaire de la mission de France, est celui d'une révolte contre les compromissions de l'Église avec la société capitaliste et d'une croyance dans les seules ressources de la foi combinées avec la puissance des vertus populaires. Cette réaction n'est pas sans parenté avec celle du « progressisme chrétien ». Elle procède essentiellement de l'idée, chère à Emmanuel Mounier, d'une rupture nécessaire entre le christianisme, ensemble de vérités permanentes, et une civilisation chrétienne présentée comme contingente et dépassée.

Moins marqué, mais analogue dans son principe, est le phénomène qui se

développe au sein de la J. O. C. Ce mouvement, qui a connu une crise au lendemain de la dernière guerre, se voit contraint d'orienter l'action sociale qui lui sert largement de support dans le sens d'une libération ouvrière. Ce particularisme ouvrier le met en désaccord irréductible à partir de 1953 avec l'A. C. J. F., dont la doctrine plus large tend à promouvoir l'avènement d'une cité chrétienne fondée sur la justice, au bénéfice de tous.

On connaît les décisions du Saint-Siège d'août 1953 mettant un terme provisoire à l'expérience des prêtres ouvriers dans la forme qu'elle avait prise, décisions inspirées d'ailleurs exclusivement par des considérations doctrinales et pastorales, et la démission survenue en septembre 1956 du président de l'A. C. J. F., dont l'activité se trouvait paralysée. Il faut savoir gré à M. Dansette d'avoir éclairé l'opinion, mal informée des origines et de la portée d'une double crise dont elle tend d'ailleurs à exagérer l'ampleur, et plus encore d'avoir insisté dans un dernier chapitre sur d'autres aspects du catholicisme français contemporain : les orientations nouvelles de la spiritualité, la renaissance des ordres religieux, le renouveau liturgique, autant de faits qui témoignent, comme d'ailleurs les échecs passagers eux-mêmes, de la vitalité de l'Église de France, et, par-delà, de l'éternelle jeunesse de l'Église.

LOUIS BERTRAND.

(1) Flammarion, 975 F.

« CONTRE LA TORTURE » (1)

de P.-H. SIMON.

« Non, aucune excuse ne vaut à couvrir d'un silence général le scandale du plus précieux honneur de la France compromis et abîmé. » P.-H. Simon répond ainsi par avance aux blasés qui auraient cessé de s'indigner d'une réalité vieille comme le monde, et aux furieux qui l'accuseraient de servir les desseins de l'ennemi, attitude hélas répandue jusque dans les sphères officielles.

P.-H. Simon se défend de vouloir réaliser une opération politique. Pour mieux en convaincre son lecteur, il expose sommairement ses propres vues sur la question : positions fort modérées,

n'en déplaie aux forcenés prêts à déceler des traîtres jusqu'au sein de l'Assemblée des cardinaux et archevêques.

Le problème de la torture se situe à un tout autre niveau. Quand sont remises en question des valeurs essentielles, les considérations d'opportunité cessent de prévaloir.

La torture abolie et toujours renaissante demeure sujet de tristesse pour l'historien des idées et des mœurs qui suit au long des âges les difficiles progrès de la civilisation, sans cesse entravés par la « remontée des forces obscures ».

Elle devrait être sujet d'effroi pour notre siècle exposé plus qu'aucun autre au souffle de l'abîme. Bien avant les camps de la mort lente, *Le Zéro et l'Infini* ou 1984, des écrivains de langue française avaient crié leur angoisse dans ces œuvres qui avaient pour titres : *Le Temps du mépris*, *S'il est minuit dans le siècle*, *Les Grands Cimetières sous la lune...* P.-H. Simon se place dans la ligne de cette grande tradition en dénonçant à son tour « l'effrayant retour de l'humanité

P.-H. Simon

Devant la remontée des forces obscures.

vers un système de valeurs barbares... Si le démon est proprement l'énergie surnaturelle de l'esprit se révoltant contre l'être et affligeant la vie, on peut dire que, de l'homme qui se croyait en voie de devenir Dieu, le démoniaque est né ».

Même limitées, et cantonnées à des échelons subalternes, les infiltrations en France de ce « mauvais air du siècle » n'en constituent pas moins un péril mortel de corruption généralisée, contre la montée duquel le gouvernement ne saurait mener une lutte trop impitoyable, ni l'opinion être, à temps et à contre-temps, trop mise en garde.

P.-H. Simon souligne opportunément que la nation « est moins menacée par l'action de ses ennemis que par la ruine de son principe ».

Rien ne serait plus démoralisant pour elle que le refus de mesurer, en l'occurrence, l'amour de la patrie à l'intensité de cette angoisse.

Jean AUBRY.

(1) Éditions du Seuil. 350 F.

« LES CHANCES ÉCONOMIQUES DE LA COMMUNAUTÉ FRANCO-AFRICAINE » (1)

de P. MOUSSA.

Rarement étude parut plus opportune, à l'heure où chacun s'interroge sur les profits et les charges, actuels et futurs, de la présence française outre-mer. On appréciait déjà, à l'École Nationale d'Administration ou dans d'autres enceintes, le talent de conférencier de P. Moussa, le jeune et brillant directeur des Affaires économiques du Ministère de la France d'outre-mer. Il faut maintenant admirer aussi l'aisance avec laquelle l'écrivain est parvenu à débroussailler la forêt touffue et mal explorée des relations économiques que la France entretient avec les autres pays de la zone franc.

Sachant toujours, à travers les statistiques, courir à l'essentiel, l'auteur brosse une synthèse suggestive de ce que l'outre-mer représente pour la métropole, et celle-ci pour les économies ultra-marines. Parmi tant d'aspects nouveaux mis en lumière, le lecteur retiendra sans doute les chapitres consacrés aux surprises pratiqués à l'intérieur de la zone franc ou aux liaisons existant entre les entreprises locales et les affaires françaises ou étrangères. Pour la première fois, l'opinion dispose sur ces questions, souvent débattues avec passion, d'une étude objective et documentée.

Tant de maîtrise comporte son revers : le lecteur risque de conserver l'impression que tout est clair désormais et que la France peut, dès maintenant, mesurer l'effort à accomplir au cours des prochaines années. On est loin en réalité d'avoir surmonté, au plan de la connaissance ou de l'action, les difficultés de la croissance économique en pays sous-développé. L'auteur signale lui-même les lacunes de notre information et les insuffisances de nos méthodes à propos de la balance des comptes entre métropole et pays d'outre-mer, ou — problème capital — de l'établissement des programmes de développement et du calcul de leur coût.

Même si, dans ces conditions, l'on peut hésiter à partager entièrement

l'optimisme de l'auteur sur les perspectives économiques africaines, il faut lui savoir gré de ne pas s'être borné à

Pierre Moussa

La France n'a pas à avoir de complexes.

décrire la situation présente. Il a su discerner les imperfections du régime actuel et déceler dans le maintien rigide du statu quo « un danger d'assoupissement » économique. « De même que le despotisme éclairé consistait à faire le bonheur du peuple sans lui, il y a un colonialisme éclairé qui nous appelle à faire la prospérité de l'Afrique actuelle. » Le moment lui paraît venu au contraire d'associer les peuples africains « à la conception même de la politique commune ».

On commence à pressentir aujourd'hui ce que peut-être la science, économique ou sociologique, démontrera demain : l'aide extérieure, même massive, demeure peu efficace quand fait défaut le concours actif des intéressés eux-mêmes. Autrement dit, c'est seulement dans l'accession des Africains aux responsabilités économiques que réside la chance de briser un jour les « cercles vicieux » du sous-développement.

Pierre DESCAMPS.

(1) Librairie A. Colin. 900 F.

MOSCOU AU TOURNANT (1)

Du rapport Khrouchtchev à l'insurrection hongroise.

On sera reconnaissant à une brillante équipe de journalistes, historiens, spécialistes du marxisme, d'avoir fait le point dans la crise du communisme qui a commencé avec la mort de Staline.

L'ouvrage commence par deux chapitres dus à M. André Pierre sur les

prémises de la déstalinisation et le scandale du rapport Khrouchtchev. Une analyse très serrée des textes et des informations permet de mesurer l'affaiblissement du « crédit » du gouvernement russe depuis que la chute du tyran a fait de ses collaborateurs des rivaux, mais des rivaux solidaires puisqu'ils portent eux-mêmes une part de responsabilité dans les crimes effroyables qu'ils ont commis l'imprudence de dévoiler au peuple soviétique. André Pierre montre irréfutablement les lacunes et même les exagérations qui parsèment le rapport Khrouchtchev, qui ménage certains actes de Staline pour ne pas ébranler tout à fait le régime dont le successeur de Lénine n'était, somme toute, que le produit logique. Avec verve, Philippe Farine — à qui revient le mérite d'avoir rassemblé les divers articles de ce livre — examine également l'affaire Staline et nous persuade aisément qu'elle ne représente qu'un cas particulier de la crise monstrueuse qu'est en soi-même le communisme. « L'affaire Staline ne fait que commencer. »

C'est Jacques Tessier, de la C. F. T. C., qui expose, dans le chapitre suivant, tous les aspects du mécontentement populaire en U. R. S. S. Ses conclusions soulignent l'inquiétude des dirigeants soviétiques devant l'impatience d'une population à laquelle ont été imposées les privations les plus pénibles depuis quarante ans. En somme, Jacques Tessier dépose au dossier de l'expérience « socialiste » soviétique un impressionnant bilan de carence.

Le chapitre V, rédigé par Jacques Mallet, étudie les effets de la déstalinisation sur les partis communistes occidentaux et les remarquables déphasages qui se sont produits — et accentués depuis l'affaire hongroise — entre les partis de France, d'une part, et d'Italie, de Pologne, d'Autriche, des États-Unis, d'autre part. Puis François Fejtö passe en revue l'évolution des pays satellites de l'U. R. S. S. et explique en détails le processus de crise qui s'est développée d'abord en Pologne, entraînant l'insurrection de Budapest; il discute ensuite l'éventualité de nouveaux soulèvements dans les autres pays du bloc soviétique et d'une nouvelle politique du Kremlin à leur égard.

Le R. P. Bosc, de l'Action Populaire, montre le « dégel » de l'art et de la littérature après le XX^e Congrès du P. C. russe, et le R. P. Chambre, l'éminent auteur du *Marxisme en Union soviétique*, consacre un savant chapitre à montrer comment la critique du culte de la personnalité met finalement en cause la nature même de régime établi en Russie depuis 1917.

Deux grands journalistes de familles spirituelles différentes apportent ensuite leurs raisons d'espérer dans le triomphe de l'idéal démocratique : M. Georges Altman, rédacteur en chef de *France-Tireur*, estime que l'explosion de la vérité, dont Khrouchtchev a prétendu être le héraut, risque de balayer l'équipe du Kremlin grâce à l'impulsion qu'elle a communiquée à la liberté de pensée et d'expression dans les démocraties populaires et même en U. R. S. S.; M. Georges Hourdin, directeur de *La Vie catholique illustrée* et des *Informations catholiques internationales*, se félicite en tant que chrétien de la démystification que les dernières années ont fait subir à la religion communiste.

Résumer ce livre, c'est en montrer l'intérêt — et la nécessité même. En 300 pages, voilà un tour d'horizon complet et approfondi du communisme en crise, et une question qui nous est posée à tous : saurons-nous rendre assez manifeste la valeur d'une civilisation de liberté ?

JEAN-MARIE DAILLET.

(1) Éditions SPES. 650 F.

AUTOCRITIQUE

La formule de mise en pages adoptée par *France-Forum* comporte des servitudes rigoureuses quant au « calibre » des articles. Ainsi, dans le n^o 1 (février 1957), la note de lecture de J. Aubry consacrée au livre du général Navarre, *Agonie de l'Indochine*, a dû

être abrégée en dernière heure, à un moment où il n'était plus matériellement possible de solliciter son accord.

Cette modification a eu pour résultat de substituer à ses conclusions, trop longues, les deux derniers paragraphes du texte dont les lecteurs de *France-Forum* ont pu prendre connaissance. L'incident ne mériterait pas d'être signalé si le correcteur de J. Aubry ne lui avait alors fait écrire : « Est-il bien qualifié pour en parler (de la crise de l'État), ce chef qui, à peine quitté son office, divulgue dans le public les détails de sa mission ? »

J. Aubry a tenu à préciser que son propos était uniquement de discuter et, le cas échéant, de critiquer un livre et des idées, non de formuler un jugement sur la personne de l'auteur et sur les motifs de son geste.

Aussi son texte ne contenait-il rien qui ressemblât, ni de près, ni de loin, à la phrase en cause. Il se bornait à formuler en terminant le regret que le général n'ait pas cru devoir élever le débat, tout préoccupé qu'il semblait être de ramener son lecteur, peut-être dépaycé par les réalités indochinoises, à l'horizon familier de nos querelles intestines. Il exprimait, au contraire, l'opinion que, « sans méconnaître la nécessité d'une critique constructive de nos institutions politiques, il y avait, pour notre avenir et pour le destin de l'Occident, d'autres leçons à tirer de notre défaite et de cette brutale révélation d'une Asie nouvelle ».

Que le lecteur veuille bien excuser un incident dont *France-Forum* ne cherche pas à minimiser le caractère fâcheux.

DE BUDAPEST A VARSOVIE par Michel MASSENET

M. Sartre n'a plus rien à nous dire, et il faut se réjouir de son silence, puisqu'il nous donne enfin à travers deux numéros des *Temps Modernes* (1) l'occasion d'entendre des témoins de la vérité.

Il faut reconnaître qu'avant de se taire (pour toujours, espérons-le) M. Sartre a longuement parlé : 120 pages pour nous expliquer qu'il ne s'est jamais trompé, même à l'époque où il cautionnait « dix années de terreur et d'imbécillité » (ce sont ses propres expressions) en faisant paraître sous le titre alléchant *Les Communistes et la paix* une véritable apologie de la terreur stalinienne ! Et cependant, dois-je l'avouer, je trouve touchants, en dépit de l'inélegance du style et de la confusion des pensées de M. Sartre, ces efforts désespérés d'un homme rendu fou par sa propre « sagesse » pour retrouver le droit de blâmer ce que son cœur exécère et ce que sa raison s'était résignée à louer : les méthodes soviétiques de répression en Hongrie et d'oppression en Pologne. C'est peu de dire qu'il n'y parvient pas. Il patauge dans un relativisme moral qui lui interdit tout jugement. « Que de crimes inutiles ! » s'écrie dououreusement M. Sartre. Ce qui signifie : si au moins ils avaient pu servir à quelque chose !

Ce qui lui paraît vraiment insupportable, c'est de voir soudain le monstre soviétique renoncer à « prendre des formes » et tuer franchement des ouvriers et des intellectuels tout comme Louis-Napoléon Bonaparte en 1851 ou Hitler en 1933. Sartre pratique à l'extrême un racisme de classe. La mort d'un bourgeois, d'un paysan ou d'un petit bourgeois ne signifie rien de plus pour lui que la mort d'un noir du Kansas pour certains personnages de sa *Putain respectueuse*. Mais le meurtre d'un intellectuel l'atteint au plus vif de la conscience.

Les écrivains socialistes de Hongrie et de Pologne auxquels les *Temps Modernes* ont donné la parole nous parlent un tout autre langage. L'on découvre en eux des frères tout proches de nous — tels György, Pálóczi-Horvath qui, sous le titre « En même temps », publiait en 1956, dans la gazette littéraire de Budapest, la plus mordante critique de l'esthétique jdanovienne qui ait jamais été, tel ce jeune écrivain polonais de vingt-cinq ans qui, dans une nouvelle symbolique intitulée *Le Mur*, exprime avec une terrible logique toute l'agonie d'une conscience humaine aux prises avec le mécanisme totalitaire, tel

Jerzy Andrezejewski, rivalisant avec George Orwell en un pamphlet intitulé *La Grande Lamentation d'une tête de papier*.

Chacun de ces deux numéros des *Temps Modernes* permet de suivre l'éclosion progressive d'une certaine liberté d'expression en Hongrie et en Pologne. Ils s'arrêtent tous deux au moment où la contre-révolution stalinienne, brutale en Hongrie, feutrée en Pologne, a mis fin à cette brusque explosion de liberté intellectuelle. Nous aimerions savoir, par naturelle sympathie, ce que pensent ces héros de la vérité aujourd'hui enchaînés au silence. Ignotus et Horvath ont pu fuir leur malheureuse patrie danubienne. Sandor Gali et Ggula Illyés expient le crime d'avoir trop bien exprimé les souffrances d'un peuple. Les jeunes équipes polonaises de *Tribuna Ludu* et *Nowa Kultura* ont été éliminées par Gomulka en février 1957, par ce Gomulka qu'elles avaient porté au pouvoir au péril de leur vie aux moments les plus tragiques de l'octobre polonais. Le correspondant du *Monde* à Varsovie, toujours optimiste à l'égard des démocraties populaires qui ne lassent pas sa bienveillance, estime que l'attitude actuelle du gouvernement polonais à l'égard de l'aile gauche libérale du parti communiste vise à éviter toute polémique superflue avec Moscou et à sauver l'essentiel des conquêtes d'octobre pour que Varsovie ne connaisse pas le sort de Budapest. Nous ne demandons pas mieux que de l'en croire.

Quel que soit l'avenir à l'est, un événement considérable pour les lendemains de l'humanité s'est accompli là-bas. Des hommes qui avaient été

parfois entraînés dans le tourbillon schizophrénique du stalinisme se sont réveillés eux-mêmes. La conscience morale a surgi des cendres de la conscience historique. L'homme a surgi des cendres du système. Ce n'est pas la faim ou la peur qui lui ont paru le plus pénibles, mais le mensonge, parce qu'il ferme toutes les issues. Marcel Péju a tort d'écrire, en introduisant le numéro consacré à la Pologne, que ces hommes sont « la vérité en marche » ; l'expression dont il use révèle en lui le stalinien mal repenti. Non, ces hommes sont *en marche vers la vérité démocratique*, et c'est cela qui importe.

A la fin du numéro des *Temps Modernes* consacré à la Hongrie, Claude Roy se fait interviewer avec une superbe assurance par le correspondant d'une revue polonaise. Si j'ai bonne mémoire, l'auteur du *Soleil sur la terre* n'a pas montré en toutes circonstances tant de lucidité. Mais nous aurions mauvaise grâce à ne pas écouter attentivement ses leçons. Il estime que le sadisme du système soviétique est « sans précédent dans l'histoire de l'humanité », que le prix payé pour l'industrialisation russe en souffrances et en mensonges est proprement « insensé ». Il demeure cependant partisan du socialisme. Mais il nomme de ce nom ce que d'autres appellent justice sociale ou démocratie.

Croyez-moi : les mots ont la vie dure, mais il suffit de lire attentivement ces deux numéros des *Temps Modernes* pour se persuader que le socialisme, au sens marxiste du mot, est bien mort, *parce que personne n'y croit plus*.

(1) N° 129-130-131 et 132-133.

Tous les ouvrages analysés ou non dans cette revue, ainsi que tous les disques, peuvent vous être fournis sans frais supplémentaires par le service bibliographique de « France-Forum ».

(Port et emballage gratuits.)

Écrire au service bibliographique de « France-Forum » :
24 bis, Bd Saint-Germain,
Paris-V^e.

Dessins et photos.

COUVERTURE, photo Geiger (Rapho).

COULOURS ET COULISSES, photos Associated Press.

LES TRAVAUX ET LES JOURS, photos Agip et Intercontinentale.

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI, photo Intercontinentale.

TÉMOIGNAGES, photo R. Doisneau (Rapho).

DOSSIER, photos Associated Press, A. D. P., Pierre Jahan, Intercontinentale, A. Chadeaux, Roger Viollet, Rapho : Nora Dumas et Metcalf.

AU FORUM, photo Marc Launay.

ARTS, photos Roger Viollet et Agnès Varda.

ROBESPIERRE

SIGNE DE CONTRADICTION

par Étienne BORNE

L'AFFAIRE Robespierre vient d'éclater, pour la joie sarcastique de M. Anouilh, qui, à force de le faire jouer chaque soir, a fini par ressusciter pour de bon le grand homme d'Arras. Faut-il, comme le propose M. Verdier, député socialiste de la Seine, que la République célèbre avec éclat, en 1958, le bicentenaire de ce premier des républicains, si inflexible sur les principes, et qui eut l'audace de se servir de la Terreur pour sauver la patrie ? Ou convient-il, avec plusieurs autres parlementaires vendéens ou normands, de s'indigner qu'on ose déguiser en gloire nationale un fanatique borné, tout dégouttant du sang de nos discordes civiles ? La grande chaleur de sentiment qui se dépense autour de Robespierre est peu faite pour forcer le secret d'un homme énigmatique, car, à considérer de près les maximes politiques et métaphysiques dont usa ce modèle des révolutionnaires, on est amené à brouiller les camps et à jeter beaucoup d'incertitudes dans les convictions affrontées.

ROBESPIERRE représente pour tous une pensée de gauche, mais pour une fois efficace et allant dans l'action jusqu'à l'extrême de sa logique. Mathiez, historien marxisant, a dépensé jadis autant de science que de passion pour faire de Robespierre l'unique dieu du panthéon révolutionnaire, celui qui a su manier les ressorts conjugués du patriotisme populaire et de la lutte de classes. Le robespierrisme éternel a trouvé le moyen de convaincre toute droite de trahison, et il voue au déshonneur et à la destruction aristocratie royaliste et grande bourgeoisie girondine. Quel beau patronage que de telles maximes pour un Front Populaire authentiquement jacobin !

GARE pourtant ici à la plus dangereuse ambivalence ! Robespierre est aussi le premier des hommes d'État français qui aient mis en système la raison d'État lorsque, par exemple, il a fait dans son grand discours régicide la théorie de la justice politique. Le nationalisme intégral pourrait le revendiquer pour l'un de ses maîtres. Il a été à sa manière un terrible homme d'ordre. Napoléon, à Sainte-Hélène, l'avouait comme son précurseur malheureux. Bainville, historien maurassien, le loue d'avoir mis à la raison, avec le parti de l'étranger, une canaille anarchiste, et conclut que la Terreur a été, au total, « nationale ». M. Pinay, au contraire, s'est plaint qu'on ait voulu le ridiculiser en le faisant passer pour robespierriste, mais ne s'interdit-il pas, par cette colère trop publique, de glisser dans l'exposé des

motifs de sa prochaine proposition de loi, portant interdiction du parti communiste, quelque maxime maximilienne sur le devoir républicain de refuser la liberté aux ennemis de la liberté ?

LORSQUE M. Verdier réclamait des honneurs exceptionnels pour le grand ancêtre, sans doute le minoritaire socialiste entendait-il en appeler d'un Arras dégénéré à un Arras régénéré et donner au gouvernement un exemple qui serait une leçon. Mais qu'il imagine un bref instant Robespierre à la place de M. Lacoste, et un comité de salut public à l'Hôtel Matignon, ce qui voudrait dire les candidats négociateurs en prison, voire dans une charrette, l'Algérie traitée comme une Vendée ; et je gage que M. Verdier, tout robespierriste qu'il se croyait, serait près de comprendre le 9 Thermidor.

ROBESPIERRE tenait le catholicisme pour une superstition au service des vieux despotes. Mais qu'on ne se hâte pas d'admirer en lui l'archange précurseur de notre laïcisme. Le même Robespierre condamnait comme déviations gauchistes les mascarades antichrétiennes, et nommément l'odieuse fête de la déesse Raison ; il professait que l'athéisme est aristocratique, c'est-à-dire assez peu républicain ; il obligea la première de nos républiques à confesser solennellement l'existence de Dieu et il foudroya certain jour les mal pensants d'un mot sec, tranchant et décisif comme un couperet de guillotine : « Ceux qui ne croient pas à l'immortalité de leur être se rendent justice. » Que M. Verdier fasse applaudir cette maximilienne maxime par le congrès de son parti et on lui promet d'appuyer chaleureusement sa demande d'un beau bicentenaire robespierriste.

ROBESPIERRE, exact disciple du *Contrat Social*, a incarné cette passion révolutionnaire qui veut tout refaire, les mœurs et les lois, la religion et l'homme ; il a cru à la vertu, c'est-à-dire à la dignité humaine, cette valeur chrétienne, mais aussi à ce mythe païen, la puissance sacrée de la société close qui, remontant des profondeurs de l'histoire, exige sa ration de sacrifices humains. Il a donc vécu la contradiction de la Révolution Française, à la fois humaniste et totalitaire, et, n'ayant pu résoudre l'insoluble, il est mort vaincu. Robespierre fut l'un de ces hommes tragiques, héros et victimes à la fois de la démesure qui les habite, et qui, bien dévisagés, découragent l'amour et la haine, mais appellent, plus secrètes, plus discrètes, la crainte et la pitié.